

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PROSPECTIVE ET DE
LA PROGRAMMATION DU DEVELOPPEMENT**

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



**NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE
A FIN SEPTEMBRE 2018**

Octobre 2018

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du Développement Durable

M. Jean-Marie OGANDAGA

Ministre délégué

M. Hilaire MACHIMA

Directeur Général de l'Économie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT, ép. NGUEMA

Contact :


Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre-ville


B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28 /

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette troisième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2018.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF.....	7
PREMIÈRE PARTIE : L'ÉCONOMIE MONDIALE À FIN SEPTEMBRE 2018.....	8
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCÉS	8
I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT	9
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN SEPTEMBRE 2018	12
II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES	12
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin septembre 2018	12
II.2 LES HYDROCARBURES	13
II.2.1 Le pétrole	13
II.2.2 Le gaz naturel commercialisé.....	13
II.3 LE MANGANESE	13
II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE.....	14
II.5 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE.....	15
II.5.1 Le caoutchouc naturel.....	15
II.5.2 L'huile de palme brute.....	15
II.5.3 L'élevage bovin.....	16
II.6 LES AGRO-INDUSTRIES	16
II.6.1 La minoterie et l'aviculture.....	16
II.6.2 Le sucre	17
II.6.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées	17
II.6.4 L'eau minérale.....	18
II.6.5 Les huiles et corps gras	18
II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS	19
II.7.1 Les unités de sciage	19
II.7.2 Les unités de déroulage.....	20
II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	21
II.8.1 La chimie.....	21
II.8.2 Les matériaux de construction.....	21
II.8.3. La seconde transformation des métaux.....	22
II.8.4 L'industrie minière	23
II.9 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE	23
II.9.1 L'électricité	23
II.9.2 L'eau.....	24
II.10 LE RAFFINAGE.....	24
II.11 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT.....	25

II.11.1 Le transport aérien	25
II.11.2 Le transport ferroviaire	26
II.11.3 Le transport maritime	27
II.12 LES TELECOMMUNICATIONS	27
II.13 LE COMMERCE	28
II.13.1 Le commerce général structuré	28
II.13.2 Le commerce des véhicules neufs	28
II.13.3 Le commerce des produits pétroliers	28
II.13.4 Le commerce des produits pharmaceutiques	29
II.14 LES AUTRES SERVICES	29
II.14.1 Les services rendus aux entreprises	29
II.14.2 Les services rendus aux particuliers	29
II.14.3 Les services de réparation mécanique	30
II.15. L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION	30
II.16. LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	31
II.16.1 L'analyse bilancielle	31
II.16.2 Les opérations avec la clientèle	31
II.16.2.1 Les ressources collectées	31
II.16.2.2 Les crédits distribués	32
II.17 SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	33
II.17.1 Les ressources	33
II.17.2 Les emplois	33
II.17.3 Investissements et créances impayées	34
II.18 LE SECTEUR DES ASSURANCES	34
1 La Branche Non Vie	34
2 La Branche Vie et Capitalisation	35
3 La Répartition des parts de marché par compagnie	35
4 Les Commissions versées aux courtiers	35
5 Les sinistres réglés	35
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU TROISIEME TRIMESTRE 2018	36
III.1. LES PRIX A LA CONSOMMATION	36
III.2. L'EMPLOI PUBLIC	38
III.2.1 La variation des effectifs par département	38
III.2.2 Les effectifs de la Main d'Œuvre non Permanente (MONP)	39
III.3. LES SALAIRES	39
III.3.1 La solde permanente par administration	39
III.3.2 La masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente	40

III.4. LE COMMERCE EXTERIEUR	40
III.4.1. L'évolution des exportations en valeur	41
III.4.2. L'évolution des importations en valeur	42
III.4.3. Le partenariat économique	43
III.4.3.1 Les principaux clients	44
III.4.3.2. Les principaux fournisseurs	45
III.5. LE BUDGET DE L'ETAT	46
III.5.1 Les soldes budgétaires	46
III.5.2 Les recettes budgétaires	47
III.5.2.1 Les recettes pétrolières	47
III.5.2.2 Les recettes hors pétrole	48
III.5.3 Les dépenses budgétaires	48
III.5.3.1 Les dépenses de fonctionnement	48
III.5.3.2 Les dépenses d'investissement	49
III.5.3.3 Les autres dépenses	49
III.6. LA DETTE PUBLIQUE	50
III.6.1 Le règlement de la dette	50
III.6.2 L'évolution des tirages sur financements	51
III.6.3 Le stock de la dette publique	52
III.7 SITUATION MONETAIRE	53
III.7.1. Les Principaux Agrégats Monétaires	54
III.7.1.1-La masse monétaire (M2)	54
III.7.1.2- Les ressources extra-monétaires	54
III.7.2.Les Contreparties De La Masse Monétaire	54
III.7.2.1-Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)	54
III.7.2.2- Le crédit intérieur	55
III.8 LA POLITIQUE MONETAIRE	56
III.8.1- La Politique Des Taux D'intérêt	56
CONCLUSION	57
ANNEXE	58

RESUME EXECUTIF

Au cours du troisième trimestre de l'année 2018, l'évolution de l'activité économique mondiale s'est caractérisée par un ralentissement comparativement à la même période en 2017, en lien avec le recours aux mesures protectionnistes, le durcissement des conditions financières dans certains pays émergents et en développement et la remontée des prix des matières premières, notamment le pétrole.

Dans ce contexte, les perspectives de l'économie mondiale annoncent une croissance du PIB mondial de 3,7% en 2018, soit une progression similaire à celle enregistrée en 2017, en retrait par rapport aux projections initiales.

Sur le plan interne, l'activité économique nationale s'est quelque peu améliorée, au regard des tendances observées au niveau des trois secteurs. En effet, comparativement au deuxième trimestre, on enregistre une légère embellie au niveau du **secteur primaire** grâce aux bons résultats de l'exploitation de manganèse et forestière, de la production d'huile de palme et la commercialisation de gaz naturel. En revanche, le secteur pétrolier s'est à nouveau caractérisé par un fléchissement de son activité au terme des neuf premiers mois de l'année 2018, avec une production nationale de brut en baisse de 10,2% et qui se situe à 7,143 millions de tonnes métriques.

Le **secteur secondaire** a été marqué par la bonne tenue des industries agro-alimentaires (à l'exception des boissons), de l'industrie minière, des industries du bois et de la production de matériaux de construction (ciment).

Les performances du **secteur tertiaire** sont restées quasiment similaires à celles enregistrées au trimestre précédent avec le recul de toutes ses composantes.

L'analyse des agrégats macroéconomiques fait ressortir une hausse des prix mesurés par l'indice des prix à la consommation. En effet, le taux d'inflation en moyenne annuelle a enregistré une hausse de 4,2% au troisième trimestre 2018 contre 3,3% sur la même période en 2017.

Sur les neufs (9) premiers mois de l'année 2018, le commerce extérieur réalise un solde commercial excédentaire, en amélioration de 22,2% par rapport à fin septembre 2017. Cette évolution s'explique par la hausse des exportations (+12,3%) et une progression modérée des importations (+1%).

Le secteur public a enregistré une nouvelle baisse de ses effectifs (-2,3%) et de la masse salariale (-0,9%) par rapport à la même période un an plus tôt. Cette tendance traduit les effets positifs des réformes en cours initiées par le Gouvernement dans ce domaine.

La situation des établissements de crédit montre une progression de 10% à 2 413,5 milliards de FCFA du total agrégé des bilans des banques. Ceci, résulte de la hausse des dépôts de la clientèle (+13,2%) et du raffermissement des crédits bruts distribués (+1,7%)

Enfin, la situation monétaire large à fin septembre 2018 est caractérisée par une hausse de la masse monétaire (+22,6%), des avoirs extérieurs nets (+17,9%) et du crédit intérieur net (+21,9%).

PREMIÈRE PARTIE : L'ÉCONOMIE MONDIALE À FIN SEPTEMBRE 2018

La croissance de **l'économie mondiale** a été moins robuste au troisième trimestre 2018 comparativement à la même période en 2017. Cette évolution résulte du ralentissement du commerce mondial, suite aux mesures protectionnistes initiées par les Etats-Unis vis-à-vis des produits en provenance de l'Union Européenne et de la Chine. D'autre part, cette progression modérée s'explique par le durcissement des conditions financières dans certains pays émergents et en développement et la baisse de la production industrielle de plusieurs pays avancés, en raison de la remontée des prix des matières premières, notamment le pétrole.

En effet, sur le marché des matières premières énergétiques, le cours du pétrole brut a crû de 45,9% en variation annuelle, pour atteindre 75,5\$/baril au troisième trimestre 2018, dopé notamment par la hausse de la demande en provenance des pays émergents, les tensions géopolitiques avec l'Iran et les difficultés de production au Venezuela et en Lybie.

Dans ce contexte, les perspectives annoncent une croissance du PIB mondial de 3,7% en 2018, soit une progression similaire à celle enregistrée en 2017.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCÉS

L'activité économique des **pays avancés** s'est légèrement améliorée à fin septembre, malgré la persistance des tensions protectionnistes et des risques inflationnistes. Le taux de croissance annuel des pays de cet ensemble serait de 2,4% en 2018 contre 2,3% en 2017.

Au cours du troisième trimestre de l'année 2018, les **États-Unis** ont amorcé une démarche protectionniste à l'encontre des importations chinoises et de ses partenaires de l'ALENA. Malgré ce contexte, la croissance de l'économie américaine est restée vigoureuse, soutenue entre autres par la relance budgétaire. En rythme annuel, le PIB des Etats-Unis progresserait de 2,9% en 2018.

L'embellie enregistrée par **l'économie japonaise** au deuxième trimestre pourrait s'estomper sur la période restante de l'année. Ainsi, le PIB annuel se situerait à 1,1% en 2018 contre 1,9% l'année précédente.

Dans la **zone euro**, la croissance a été plus modeste que celle enregistrée au premier semestre, en raison de la baisse de la dynamique du commerce et de la production industrielle. Cette évolution s'expliquerait par le recul de la consommation des ménages, la baisse de confiance des investisseurs ainsi que la poursuite des conflits commerciaux avec les Etats-Unis. Sur l'ensemble de l'année 2018, l'expansion économique de la zone serait de 2,0%.

Au cours du troisième trimestre 2018, **l'économie française** a enregistré une croissance de 0,4 %, plus forte que celle du premier semestre (+0,2% au premier et deuxième trimestre). Celle-ci a été soutenue concomitamment par la demande et le commerce extérieur. Les données actualisées tablent sur une croissance annuelle de 1,6% en 2018.

En **Allemagne**, la croissance s'est repliée au troisième trimestre 2018. La production industrielle a reculé suite à la baisse de 3,3% des commandes en provenance des pays étrangers et la quasi-stagnation (+0,4%) de la demande domestique. De plus, la production manufacturière a enregistré une baisse sous l'effet d'une forte contraction (-5%) de la fabrication d'automobiles.

Par pays, les prévisions les plus récentes établissent les croissances annuelles du Royaume-Uni, de l'Italie et de l'Espagne à 1,4%, 1,2% et 2,7% respectivement.

I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT

Dans **les pays émergents**, l'activité économique s'est globalement améliorée au troisième trimestre 2018. Cette évolution découle de la hausse des recettes budgétaires pour les pays exportateurs d'énergie, l'amélioration des conditions financières, la hausse de l'investissement et l'augmentation de la demande des ménages. Pour l'ensemble des pays de ce bloc, la projection de croissance pour l'année 2018 est de 4,7%.

La croissance économique de la **Chine** a ralenti à son plus faible rythme en neuf ans, en raison de l'intensification de son conflit commercial avec les États-Unis, mais également à cause de la stagnation des investissements. Ainsi, le Produit Intérieur Brut de la deuxième économie mondiale a progressé de 6,5% entre juillet et septembre 2018 et augmenterait de 6,6% sur l'année.

L'économie **russe** a, quant à elle, été affectée par la dépréciation de sa monnaie et l'accroissement de l'inflation, dans un contexte de montée des tensions diplomatiques avec les États-Unis. Le pays devrait enregistrer un taux de croissance annuelle de 1,7%.

En **Amérique latine**, à l'issue du troisième trimestre, les prévisions de croissance annuelle ont été révisées à la baisse pour l'Argentine et le Brésil, entre autres, en raison des facteurs propres à ces pays, du durcissement des conditions financières, des tensions géopolitiques et de la hausse des factures d'importations de pétrole. Pour l'année 2018, la croissance du PIB est désormais anticipée à 1,4% pour le Brésil et 2,5% pour l'Argentine.

L'activité économique au **Moyen-Orient et en Afrique du Nord**, après avoir chuté en 2017 a poursuivi son redressement au troisième trimestre 2018. En effet, la projection de la croissance de cette région, qui comprend tous les pays arabes et l'Iran, est de 2,4% en 2018 contre +2,2% en 2017. Cette performance provient essentiellement du relèvement des cours du pétrole et la hausse de la production pétrolière des pays exportateurs.

L'économie des pays de **l'Afrique subsaharienne** enregistrerait une embellie en 2018 sur la base des données révisées au troisième trimestre de l'année. Cette performance serait portée par les ajustements réalisés par certains pays et un contexte extérieur favorable, marqué par le maintien d'une croissance robuste de l'économie mondiale, l'augmentation des prix des produits de base et des conditions financières extérieures accommodantes. Pour cette région, la croissance passerait de 2,7% en 2017 à 3,1% en 2018. Les projections de croissance des pays suivants s'établissent à

0,8% pour l'Afrique du Sud, 1,9% pour le Nigéria, 6,3% au Ghana, 7,5% en Ethiopie et 7,4% pour la Côte d'Ivoire.

Dans la **CEMAC**, la reprise de l'activité économique s'est poursuivie au troisième trimestre 2018 après environ trois (3) années de décélération de la croissance. Ces économies tirent profit de la robustesse de la demande mondiale, dans un contexte marqué par la remontée des cours des principaux produits de base exportés par les pays de la zone, notamment les cours du pétrole et de manganèse, et la hausse de la production pétrolière des pays de cette région.

Au terme des neuf premiers mois, les perspectives macroéconomiques de la Sous-région font ressortir une accélération des activités avec un taux de croissance projeté à 1,9% en 2018 (+ 4,7% pour le secteur pétrolier et +1,3% pour le secteur non pétrolier), contre +0,2% en 2017.

Du point de vue de la demande, l'activité de l'économie réelle serait portée par la demande intérieure en 2018, avec une contribution à la croissance de +3,3 points, contre une contribution négative de 1,4 point en 2017. Par contre, l'apport de la demande extérieure nette à la croissance ressortirait négatif, à - 1,4 point, contre + 1,6 point en 2017. Cette régression s'expliquerait par un léger recul des importations de biens et services qui grèveraient la croissance à hauteur de 2,6 points et 1,3 point en 2017. En revanche, la dynamique des exportations devrait ralentir en dépit d'une hausse projetée des exportations de pétrole brut, avec une participation à la croissance économique de + 1,2 point, contre 0,3 point un an plus tôt.

S'agissant de l'offre globale, en 2018, le secteur primaire serait le principal moteur de la croissance, avec un apport de + 1,3 point, suivi du secteur tertiaire, avec + 1,1 point. Le secteur secondaire quant à lui contribuerait négativement à la croissance de 0,2 point.

Par pays, les taux de croissance annuelle sont projetés à 4,1% pour le Cameroun, 1,2% pour le Gabon, 2,3% pour le Congo, 0,2% au Tchad, 4,3% pour la Centrafrique et -4,0% en Guinée Equatoriale.

Il est prévu pour la zone CEMAC une progression du niveau général des prix autour de 1,5% en moyenne annuelle, contre 0,9% en 2017, un accroissement de l'excédent du solde budgétaire base engagements, dons compris, à 1,4% du PIB, contre - 3,1% du PIB en 2017, tandis que le déficit du compte courant se contracterait à - 1,8% du PIB, contre 4,3% du PIB en 2017, et un accroissement de la masse monétaire autour de 7,4%, pour un taux de couverture extérieure de la monnaie qui s'établirait à environ 63,5%.

Ces prévisions se fondent sur un ralentissement de la production pétrolière, à 44,6 millions de tonnes, une baisse moins prononcée de l'investissement public, et un dollar qui s'échangerait autour de 546,9 FCFA, ainsi qu'un cours du pétrole brut à 70,3 dollars le baril.

Cependant, quelques risques subsistent quant à ces perspectives, notamment sur le moyen terme, à savoir : un dérapage dans l'exécution des programmes avec le FMI, une chute brutale et imprévue

des prix du baril de pétrole brut, et une résurgence des tensions de trésorerie dans le système bancaire sous-régional.

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN SEPTEMBRE 2018

II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin septembre 2018

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Hydrocarbures	
<i>Pétrole</i>	↓
<i>Gaz naturel commercialisé</i>	↗
Manganèse	↗
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↓
<i>Huile de palme brute</i>	↗
<i>Elevage</i>	↓
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production meunière et avicole</i>	↗
<i>Production sucrière</i>	↗
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↓
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
Industries du bois	
<i>Unités de sciages</i>	↗
<i>Unités de placage</i>	↗
<i>Unités de fabrication de contreplaqué</i>	↓
Autres industries	
<i>Chimie</i>	↓
<i>Matériaux de construction</i>	↗
<i>Industrie minière</i>	↗
Raffinage	↓
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	↓
Télécommunications	↓
Commerce	↓
Services	↓
Hôtellerie et restauration	↓

II.2 LES HYDROCARBURES

II.2.1 Le pétrole

Le secteur pétrolier s'est caractérisé par un fléchissement de son activité au terme des neuf premiers mois de l'année 2018. En effet, la production nationale de pétrole brut a baissé de 10,2% pour se situer à 7,143 millions de tonnes métriques. Cette baisse s'explique, entre autres, par le déclin naturel des champs matures, les interruptions de production pour travaux de maintenance des machines et le retard enregistré dans la mise en œuvre de certains projets de développement. Dans le même temps, les exportations se sont contractées de 8,9% à 6,594 millions de tonnes métriques, orientées principalement vers l'Asie (77,7% des exportations).

A contrario, les cours de pétrole brut se sont appréciés, enregistrant des hausses respectives de 38,3% et 40,8% pour le Brent (71,79 dollars le baril) et le prix moyen des bruts gabonais (70,41 dollars le baril) dans un contexte international marqué par des risques de tension sur l'offre.

Le taux moyen de change du dollar par rapport au franc CFA s'est déprécié de 7% à fin septembre 2018 pour s'établir à 549,36 FCFA pour un dollar américain contre 590,5 FCFA en septembre 2017.

Evolution de l'activité pétrolière

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Production (en millions de tonnes)	2,37	2,275	2,488	7,954	7,143	-10,2%
Exportation (en millions de tonnes)	2,39	2,135	2,068	7,235	6,594	-8,9%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	65,90	74,35	74,27	51,90	71,79	38,3%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	65,04	72,45	73,28	50,00	70,41	40,8%
Taux de change (\$US/FCFA)	531,75	550,49	564,01	590,42	549,36	-7,0%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH).

II.2.2 Le gaz naturel commercialisé

La production de gaz naturel commercialisé a connu un accroissement de 12,3%, atteignant 414 millions de m³ à fin septembre 2018. Cette amélioration est impulsée par les bonnes performances du principal opérateur et la hausse de la consommation des centrales électriques. En revanche, le prix de vente moyen national s'est replié de 12,9% à 0,1071 dollar le m³.

Evolution de l'activité gazière

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Production commercialisée (milliers de m ³)	147 348	125 263	141 420	368 676	414 031	12,3%
Prix de vente moyen national (USD/m ³)	0,1051	0,1077	0,1086	0,1231	0,1071	-12,9%

Source : DGH

II.3 LE MANGANESE

Sur les neuf (09) premiers mois de l'année 2018, la production mondiale brute d'acier au carbone, principal débouché du manganèse, a augmenté de 4,6 % par rapport à la même période de l'année précédente, soutenue par la demande en Chine et en Inde (+6,1%), et dans une moindre mesure, en

Europe (+1,3%). A fin septembre, les stocks de minerai dans les ports chinois sont restés stables à 2,8 millions de tonnes par rapport à fin juin 2018.

Dans ce contexte, la production nationale s'est élevée à 3,96 millions de tonnes, en hausse de 9,6%, tirée par les bonnes performances enregistrées sur les gisements de Ndjolé et Franceville. Cependant, les volumes cumulés de minerai exporté se sont élevés à 3,3 millions de tonnes à fin septembre, soit une baisse de 14,7% par rapport à la même période en 2017, du fait de deux déraillements de trains sur l'année (en février et en juillet). Par conséquent, les ventes externes de minerai ont enregistré un retrait de 10,2% à 3,5 millions de tonnes.

Sur le plan financier, les ventes de minerai et d'agglomérés de manganèse ont généré un chiffre d'affaires de 538,5 milliards de FCFA, soit une progression de 4,2% par rapport à fin septembre 2017, soutenue par le raffermissement des cours mondiaux du minerai de manganèse (6,83 USD/dmtu au troisième trimestre 2018). Le prix spot du minerai CIF Chine 44% est repassé au-dessus de 7 USD/dmtu en fin septembre.

Evolution de l'activité de manganèse

(en tonnes)	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Production	1 121 246	1 370 332	1 470 095	3 615 126	3 961 673	9,6%
Exportations	939 812	1 281 109	1 098 777	3 890 508	3 319 698	-14,7%
Ventes	978 956	1 401 364	1 104 794	3 880 174	3 485 114	-10,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	151 020	211 678	175 797	517 008	538 496	4,2%
Effectifs	1 891	1 940	1 996	1 942	1 996	2,8%
Masse salariale	12 293	10 271	10 366	34 421	32 930	-4,3%

Sources : Comilog, CICMHZ, Nouvelle Gabon Mining

II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE

A fin septembre 2018, on note une consolidation des performances au niveau de l'activité forestière. En effet, la production de grumes a augmenté de 6% pour atteindre 1 277 921 m³. Cette embellie est consécutive à l'exploitation de nouvelles surfaces forestières, à la robustesse de la demande locale et à la levée de la mesure interdisant l'exploitation du bois de Kévazingo.

Au cours de la même période, les ventes de grumes aux industries locales sont passées de 430 961 m³ à 500 343 m³, soit une progression de 16,1%, en lien avec la forte demande des industries ne disposant pas de permis forestiers.

Évolution de l'exploitation forestière

(en m ³)	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Production	443 273	423 674	410 973	1 205 987	1 277 921	6,0%
Ventes aux industries locales	137 281	122 534	123 021	430 961	500 343	16,1%

Sources : Somivab, Hua Jia, Ceb, BSG, Gwi, EGG, RFM, Sbl, Bso, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, CBG, Trg, Mpb, Tbni, Seef, Geb, Sen Chuan Timber, Tali Bois, Cfa, Fdg, Fg Gsez, Bordamur,

II.5 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE

II.5.1 Le caoutchouc naturel

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2018, l'activité de la filière de l'hévéaculture est restée sur sa tendance baissière observée depuis l'année précédente. Ainsi, la production de caoutchouc humide en fond de tasse a reculé de 5,3% à 18 576 tonnes. De même, le volume du caoutchouc transformé en granulés de 50 kg s'est replié de 0,7% à 10 313 tonnes.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a baissé de 38,4% à 7,2 milliards de FCFA en lien avec le repli des volumes exportés (-14%) et la baisse des prix du caoutchouc naturel sur le marché international.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Productions						
Caoutchouc humide (en tonnes)	4 509,9	7 144,4	6 922,1	19 614,8	18 576,4	-5,3%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	2 816,3	3 385,7	4 110,8	10 389,1	10 312,8	-0,7%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	2 288,4	2 768,5	4 268,6	10 841,3	9 325,5	-14,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 783,9	2 178,5	3 223,8	11 657,7	7 186,2	-38,4%
Effectifs	196	196	184	200	184	-8,0%
Masse salariale	375,9	378,7	424,8	1 116,1	1 179,4	5,7%

Source : Siat Gabon

II.5.2 L'huile de palme brute

L'activité de la filière palmier à huile a poursuivi la consolidation de ses performances à fin septembre 2018, en raison de l'arrivée à maturité des plantations de Mouila (Mboukou et Mandji). Ainsi, la production des régimes de palmes a atteint 112 577 unités contre 63 442 en 2017, soit une hausse de 77,4%.

La production d'huile rouge a augmenté de 87,3%, passant à 26 074 tonnes en 2018 contre 13 918 tonnes à la même période en 2017 avec la montée en régime du fonctionnement des usines (Kango et Mouila). Par ailleurs, la production d'huile palmiste issue de la trituration des noix de palme a plus que triplé pour atteindre 2 668 tonnes à fin septembre 2018.

Evolution de l'activité de l'huile brute

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Productions (en tonnes)						
Régime de palme	35 789	37 736	39 052	63 442	112 577	77,4%
Huile rouge	8 793	8 527	8 754	13 918	26 074	87,3%
Huile palmiste	487	551	1 630	711	2 668	275,2%

Source : OLAM Palm Gabon

II.5.3 L'élevage bovin

A fin septembre 2018, le ranch SIAT Nyanga a enregistré des résultats mitigés. En effet, le cheptel a progressé de 11,5% à 6 114 têtes bovines. Cette hausse résulte du ralentissement des abattages et l'accélération du processus d'insémination artificielle en vue de la reconstitution du cheptel.

Dans ces conditions, la société n'a mis sur le marché que 14 418 kg, soit une chute de 73,7% du volume de viande vendu, comparativement à la même période de l'année précédente. Cette évolution a été exacerbée par la forte baisse des commandes de son principal client, entraînant une chute du chiffre d'affaires de 69,03% à 74 millions de FCFA.

Evolution de l'élevage bovin

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Effectif du cheptel	5 941	6 141	6 114	5 485	6 114	11,5%
Vente de viande (en kg)	3 218	3 071	8 129	54 872	14 418	-73,7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	11	17	46	239	74	-69,03%
Effectif	17	16	15	18	15	-16,7%
Masse salariale	31	21	21	195	73	-62,6%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.6 LES AGRO-INDUSTRIES

II.6.1 La minoterie et l'aviculture

Sur les neuf premiers mois de 2018, l'industrie meunière et avicole a enregistré des résultats globalement positifs. En effet, la production de farine a augmenté de 12,5% à 50 568 tonnes. De même, la production des issues s'est relevée de 28,3%. Cette tendance haussière a également concerné la production des œufs qui a connu une progression de 5,1%. Toutefois, on observe une régression de 10,1% de la production des aliments pour bétails, en liaison avec la faiblesse des commandes des fermiers indépendants.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 4,3% au cours de la période pour se situer à 23,2 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Productions						
Farine (en tonnes)	17 057	16 995	16 516	44 965	50 568	12,5%
Issues (en tonnes)	4 643	4 710	4 454	10 763	13 807	28,3%
Aliments pour bétail (en tonnes)	6 628	6 659	6 547	22 071	19 834	-10,1%
Œufs (en milliers d'unités)	10 774	10 874	11 842	31 862	33 490	5,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	7 842	7 654	7 718	22 254	23 214	4,3%
Effectifs	151	151	151	143	151	5,6%
Masse salariale	582	568	555	1 948	1 705	-12,5%

Source : Smag

II.6.2 Le sucre

La branche de l'activité sucrière a été marquée globalement par la consolidation des performances enregistrées en début d'année. En effet, hormis le repli de la production de granulés de 50 kg et de la transformation de sucre en morceaux, les autres indicateurs ont connu une évolution ascendante. Ainsi, la production de sucre raffiné a augmenté de 3,3% pour atteindre un volume total de 16 319 tonnes, soutenu par la bonne tenue de la production des autres formes de sucre (doses, granulés et sachets de 1kg).

Parallèlement, les ventes de sucre ont progressé de 2,6% à 24 464 tonnes suite à la fermeté de la demande des boulangeries et de la brasserie, engendrant un chiffre d'affaires d'environ 15 milliards de FCFA, en hausse de 2,7%.

La masse salariale s'est appréciée de 30,5% à 4,2 milliards de FCFA, en raison du fort recours du personnel saisonnier eu égard à la période de récolte et du renforcement des effectifs de 18,4%.

Evolution de l'activité sucrière

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Production totale (en tonnes)	0	4 587	14 977	20 154	19 564	-2,9%
Total du sucre transformé (en tonnes)	3 843	7 162	5 314	15 798	16 319	3,3%
Sucre (en morceaux)	1 583	3 651	3 742	9 163	8 976	-2,0%
Autres (doses + granulés + sachets 1 kg)	2 260	3 511	1 572	6 635	7 343	10,7%
Ventes (en tonnes)	7 438	8 771	8 255	23 841	24 464	2,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 565	5 398	5 114	14 684	15 077	2,7%
Effectifs	249	338	341	288	341	18,4%
Masse salariale	1 261	1 456	1 520	3 247	4 237	30,5%

Source : Sucaf

II.6.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2018, la morosité de l'activité de la branche des boissons gazeuses et alcoolisées tend à s'estomper. En effet, la production totale n'a fléchi que de 0,7% à 2 millions d'hectolitres, en raison de la contraction de la production des boissons gazeuses, des vins et des alcomix. Cependant, le chiffre d'affaires a augmenté de 3,7% pour se situer à 119,8 milliards de FCFA contre 115,6 milliards en 2017, sous l'effet de la bonne tenue des commandes de bières favorisée par la campagne électorale.

Dans le même temps, les effectifs ont été renforcés de 1% à 1 045 personnes, pour une masse salariale de 10,6 milliards FCFA contre 10,1 milliards de FCFA une année plutôt.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Productions (en hectolitres)	665 611	652 960	705 526	2 038 547	2 024 097	-0,7%
Bières	410 561	384 339	447 526	1 224 978	1 242 425	1,4%
Boissons gazeuses	232 757	253 439	227 687	744 766	713 883	-4,1%
Vins	11 685	6 942	14 348	33 636	32 976	-2,0%
Divers	10 607	8 239	15 966	35 168	34 812	-1,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	38 412	39 346	42 106	115 600	119 864	3,7%
Effectifs	1 027	1 023	1 045	1 035	1 045	1,0%
Masse salariale	3 543	3 514	3 501	10 059	10 558	5,0%

Source : Sobraga

II.6.4 L'eau minérale

La production de l'eau minérale s'est établie à 779 999 hectolitres à fin septembre 2018, soit une hausse de 8,4% par rapport à la même période en 2017. Cette embellie est due à la consolidation de la demande de la gamme Akewa par les ménages confrontés aux difficultés de fourniture en eau potable. On note cependant un repli du volume global de production au cours du troisième trimestre par rapport aux deux premiers. On observe également un repli de 1,4% du chiffre d'affaires sur les neuf premiers mois à 11,4 milliards de FCFA.

Sur la période, les effectifs ont progressé de 2,7% à 75 personnes en glissement annuel, pour une masse salariale de 665 millions de FCFA.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Production d'eau (en hectolitres)	287 214	281 400	211 384	719 526	779 999	8,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 095	3 502	3 794	11 548	11 390	-1,4%
Effectifs	73	73	75	73	75	2,7%
Masse salariale	215	229	223	633	666	5,3%

Sources : Soboleco, Sobraga

II.6.5 Les huiles et corps gras

L'activité de la branche des huiles et corps gras s'est consolidée sur la période étudiée, au regard de l'évolution haussière des principaux indicateurs. Ainsi, la production d'huile raffinée s'est située à 8 199 tonnes contre 6 455 tonnes, soit un accroissement de 27%. De même, la production de savon a connu une augmentation exponentielle de 45,7% à 3 915 tonnes en 2018, alors que celle de la stéarine a progressé de 6,1% à 3 869 tonnes. Le renforcement de l'outil de production et l'approvisionnement régulier de l'usine en huile de palme brute expliquent ces performances.

Corrélativement, la bonne tenue des ventes des produits élaborés, notamment l'oléine et le savon sur le marché local et dans la sous-région (12 140 et 3 212 tonnes respectivement) a entraîné un relèvement du chiffre d'affaires de 9,7% à 7,6 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Productions (en tonnes)						
Huile raffinée	2 160	2 703	3 336	6 455	8 199	27,0%
Savons	1 076	1 106	1 733	2 686	3 915	45,7%
Stéarine	1 009	1 456	1 404	3 648	3 869	6,1%
Ventes locales (en tonnes)	2 925	4 369	4 846	8 250	12 140	47,2%
Oléine (huile raffinée)	1 970	3 189	4 846	5 786	10 005	72,9%
Savons	893	1 102	0	2 306	1 995	-13,5%
Exportations (en tonnes)	172	0	3 040	0	3 212	-
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 581	3 652	1 433	6 991	7 666	9,7%

Source : Olam Palm Gabon

II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS

A fin septembre 2018, les industries du bois ont enregistré de bonnes performances, tirées par la bonne tenue des unités de sciage et de placage. En effet, la production consolidée des industries du bois a augmenté de 15,1% pour atteindre 703 083 m³, en raison d'un approvisionnement régulier en grumes et de la montée en puissance des usines nouvellement installées dans la zone de Nkok.

Sur le plan commercial, les ventes locales ont connu une forte augmentation (+118,6%) à 84 707 m³. De même, les exportations se sont raffermies de 9,3% à 532 385 m³, notamment en raison de la fermeté de la demande de bois sciés sur le marché asiatique.

Evolution de l'activité de production des industries du bois

(en m ³)	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Production	223 180	236 801	233 810	610 941	703 083	15,1%
Ventes locales	34 105	21 190	17 543	38 743	84 707	118,6%
Exportations	160 471	182 874	185 463	486 931	532 385	9,3%

Sources: DICB, échantillon des industries du bois

II.7.1 Les unités de sciage

Les résultats industriel et commercial des unités de sciage se sont affermis sur la période d'analyse. En effet, la production a connu une hausse de 22,9% pour se chiffrer à 452 332 m³. Cette embellie résulte des investissements réalisés en vue d'améliorer leur productivité. De même, les ventes locales et les exportations ont progressé respectivement de 208,2% et 6,6%. La reprise significative de la demande locale et les commandes soutenues du marché asiatique du bois scié en sont les facteurs explicatifs.

Évolution de l'activité de sciage

(en m ³)	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Production	141 606	157 833	150 717	368 122	452 332	22,9%
Ventes locales	25 278	18 914	9 470	18 200	56 088	208,2%
Exportations	102 066	115 710	113 826	312 573	333 294	6,6%

Sources : CoraWood, Sitrab, Hua Jia, Bso, Somivab, Ifeg, Tbni, Bsg, RFM, Ceb, Rougier Gabon, SAEF (ex-Safor), Tali Bois, Cbg, Bordamur, Trg, EGG, Mpb, Sbl, GWI, KHLL, Hua Sen, Fdg, Akachi Wood Gsez, Cfa, Sen Chuan Timber, Lin Li Gabon, Floarea, Geb, RimbunanHijau, Fg Gsez, Rddhi International Gabon Ex-Shinago, WoodtechGsez,

II.7.2 Les unités de déroulage

- **Le placage**

Le segment placage a enregistré de bons résultats au plan industriel et commercial. En effet, la production est passée de 202 223 m³ à 222 741 m³, soit une augmentation de 10,1%. De même, les ventes locales et les exportations ont été en pleine expansion avec des volumes respectifs de 22 713 m³ et 176 439 m³, en raison de la fermeté de la demande locale et extérieure de placage à base d'Okoumé.

Évolution de l'activité de placage

(en m ³)	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Production	72 007	76 169	74 565	202 223	222 741	10,1%
Ventes locales	7 151	9 652	5 910	15 789	22 713	43,9%
Exportations	51 607	61 162	63 670	143 364	176 439	23,1%

Sources : RimbunanHijau, ThebaultTransbois, Cema, Cora Wood, Tgi, Pdg, CPBG, Sbl, Seef, OtimVeener, Evergreen Gabon Gsez, Rougier Gabon, AfricaViews, Gabon Veneer, Ignite Gabon, Ikoni International, Solid Wood Gabon, Sun Veneer, Greenply Gabon, Timberworkz, Crest Wood International, VD Afro Products, Afeefa Overseas Gabon, Prime Wood.

- **Le contreplaqué**

L'industrie du contreplaqué a enregistré des résultats en baisse au terme des neuf premiers mois d'activité en 2018. En effet, la production et les exportations ont reculé respectivement de 31% et 26,9% pour des volumes de 28 009 m³ et 22 652 m³. En revanche, les ventes locales se sont caractérisées par une augmentation de 24,2% pour s'afficher à 5 906 m³, en raison d'une reprise importante de la demande locale du contreplaqué.

Évolution de l'activité de contreplaqué

(en m ³)	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Production	9 566	9 915	8 528	40 597	28 009	-31,0%
Ventes locales	1 676	2 068	2 163	4 754	5 906	24,2%
Exportations	6 798	7 886	7 968	30 993	22 652	-26,9%

Sources : Cora Wood, Rougier Gabon, OtimVeener, Seef.

II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1 La chimie

- *Les peintures*

La branche des peintures s'est située à 2 510 tonnes, en recul de 12,8%, du fait de la contraction des commandes des clients industriels (BTP et sociétés pétrolières). Cela a entraîné un repli des effectifs de 2,4% et une diminution de la masse salariale de 24% à 615,3 millions de FCFA.

A contrario, le chiffre d'affaires a évolué de 11,7%, en liaison avec la stratégie commerciale qui a consisté à initier des offres promotionnelles sur les différents produits durant la saison sèche.

Evolution de l'activité des peintures

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Production (en tonnes)	753,7	815,3	940,9	2 878,4	2 509,9	-12,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 877,2	1 878,9	2 356,7	5 473,5	6 112,8	11,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	214,9	217,0	183,5	809,2	615,3	-24,0%
Effectifs (en nombre)	81	81	81	83	81	-2,4%

Sources : PPP, Chimie Gabon

- *Les gaz industriels*

La production de gaz industriels a été évaluée à 362 195 m³, en chute de 40,5%. Cette forte baisse provient de la contraction des commandes des secteurs minier et agro-alimentaire. A l'inverse, le chiffre d'affaires a connu une hausse de 3,6% pour se situer à 1,9 milliard de FCFA, en lien avec l'augmentation des consommations d'azote gazeux et d'acétylène du secteur minier. La masse salariale a suivi la même tendance pour se situer à 432 millions de FCFA pour un effectif quasi-stable.

Evolution de l'activité des gaz industriels

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Productions (en m ³)	103 943	150 792	107 460	608 331	362 195	-40,5%
Oxygène	58 213	64 283	63 393	217 560	185 889	-14,6%
Azote gazeux	4 771	7 661	3 229	18 981	15 661	-17,5%
Azote liquide	31 607	68 867	29 422	349 501	129 896	-62,8%
Acétylène	9 352	9 981	11 416	22 289	30 749	38,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	633	674	610	1 850	1 917	3,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	148	146	137	419	432	3,0%
Effectifs (nombre d'agents)	44	44	44	45	44	-2,2%

Source : Air Liquide Gabon(GABOA)

II.8.2 Les matériaux de construction

Au terme des neuf (9) premiers mois de l'année 2018, la branche de fabrication de ciment a enregistré une forte amélioration des performances industrielle et commerciale. En effet, la

production de ciment a augmenté de 33,3% pour se situer à 330 796 tonnes à fin septembre 2018 contre 248 067 tonnes sur la même période en 2017. On note une amélioration significative des performances aussi bien industrielle que commerciales au fil des trimestres. Cette évolution résulte d'une meilleure exploitation des équipements de production et à un approvisionnement régulier de l'usine en clinker dont les importations ont progressé de 31,5%.

Sur le plan commercial, l'industrie continue de tirer profit de la mesure de protection du marché prise par les autorités en juillet 2017. Ainsi, les ventes de ciment ont progressé de 33,5% à 333 095 tonnes à fin septembre 2018, apportant une meilleure réponse à la vigueur de la demande locale. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 34,5%, soit 24,2 milliards de FCFA.

Parallèlement, la masse salariale a augmentée de 15,7% pour se situer à 765 millions de FCFA consécutivement à la hausse des effectifs de 18,8% au terme des neuf (9) premiers mois de 2018.

Evolution de l'activité des matériaux de construction

	2018			Neuf premiers mois		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Importation de clinker (en tonnes)	49 500	70 050	137 421	195 346	256 971	31,5%
Production de ciment (en tonnes)	73 600	108 732	148 464	248 067	330 796	33,3%
Ventes de ciment (en tonnes)	75 096	109 627	148 372	249 486	333 095	33,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 314	7 715	11 171	17 998	24 200	34,5%
Masse salariale (en millions de FCFA)	181	293	291	661	765	15,7%
Effectifs	69	85	82	69	82	18,8%

Source : CIMAF

II.8.3. La seconde transformation des métaux

L'observé des neuf premiers mois de 2018 fait ressortir des contreperformances pour la seconde transformation des métaux. Ainsi, la production de tôles en aluminium a fléchi de 27,1% pour se situer à 1 009,5 tonnes. Elle a été impactée par la faiblesse des commandes des ménages et des sociétés de BTP, ainsi que par la concurrence du secteur informel. Corrélativement, le chiffre d'affaires a baissé de 14,2% à 3,5 milliards de FCFA. La masse salariale a chuté de 27,9% sous l'effet d'une forte diminution des effectifs (-43,8%), à 32 employés.

Evolution de l'activité de seconde transformation des métaux

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Production de tôles (en tonnes)	312,0	295,4	402,1	1 385,2	1 009,5	-27,1%
Tôles minces	108,7	47,7	143,8	596,4	300,3	-49,7%
Tôles épaisses	203,3	247,6	258,2	788,8	709,2	-10,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	978,7	1 089,3	1 450,2	4 102,0	3 518,2	-14,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	175,6	121,3	85,4	530,3	382,2	-27,9%
Effectifs (en nombre d'agents)	36	32	32	57	32	-43,9%

Source : Sotralga

II.8.4 L'industrie minière

La branche de la transformation de minerais de manganèse a enregistré des résultats encourageants au terme des neufs premiers mois de 2018. En effet, la production totale a atteint 35 658 tonnes, soit un accroissement de 79,7%, tiré par le silico manganèse qui a presque doublé sa production comparativement à la même période de l'an dernier. De même, les ventes ont progressé de 52% à 29 154 tonnes, portées par les livraisons externes de silico manganèse.

En conséquence, le chiffre d'affaires a fortement progressé (+41,8%) pour atteindre 20,8 milliards au cours de la période sous-revue.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse

(en tonnes)	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Production totale	13 169	11 789	10 700	19 838	35 658	79,7%
Silico Manganèse (SiMn)	11 434	9 368	9 172	15 541	29 974	92,9%
Manganèse Métal (Mn Métal)	1 735	2 421	1 528	4 297	5 684	32,3%
Ventes d'alliages (en tonnes)	6 108	11 831	11 215	19 178	29 154	52,0%
Silico Manganèse (SiMn)	4 658	9 633	9 711	14 777	24 002	62,4%
Manganèse Métal (Mn Métal)	1 450	2 198	1 504	4 401	5 152	17,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 958	9 007	7 847	14 672	20 812	41,8%
Effectifs (nombre d'agents permanents)	432	432	430	442	430	-2,7%

Source : Complexe Métallurgique de Moanda (CMM)

II.9 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

L'activité de la production et de la distribution de l'eau potable et de l'électricité a été impactée négativement par les méfaits de la crise du secteur pétrolier, la fin du contrat de concession, les impayés de l'Etat et la diminution des investissements liée au redressement fiscal en 2017.

II.9.1 L'électricité

La branche électricité a été marquée par un repli de 0,5% de sa production nette, à 1 747,3 GWh contre 1 756,1 GWh. Cette baisse a été atténuée par les achats d'électricité auprès de la société de patrimoine dont la production a augmenté de 11,4%. Parallèlement, les ventes hors cession se sont contractées de 1,2% à 1 264,5 GWh, sous l'effet de la faiblesse des consommations par les clients industriels.

A contrario, le chiffre d'affaires s'est apprécié de 3,3% à 127 milliards de FCFA, en liaison avec la hausse des prix moyens d'électricité tant en moyenne tension (3,6%) qu'en basse tension (4,8%).

Evolution de l'activité de la branche électricité

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Production nette (en GWh)	595,9	603,0	548,4	1 756,1	1 747,3	-0,5%
Production nette SEEG	470,5	466,3	427,2	1 412,0	1 364,0	-3,4%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	125,3	136,7	121,2	344,1	383,2	11,4%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	430,0	431,7	402,9	1 279,3	1 264,5	-1,2%
Volumes facturés MT hors cession	152,0	151,4	146,0	458,2	449,5	-1,9%
Volumes facturés BT hors cession	277,9	280,2	256,8	821,1	815,0	-0,7%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	42 695	43 111	41 214	122 953	127 021	3,3%
CA MT hors cession	12 423	12 601	12 416	36 840	37 439	1,6%
CABT hors cession	30 272	30 510	28 798	86 113	89 581	4,0%
Prix du KWh MT (en FCFA)	81,7	83,2	85,1	80,4	83,3	3,6%
Prix du KWh BT (en FCFA)	108,9	108,9	112,1	104,9	109,9	4,8%

Sources : Seeg, Société de Patrimoine

II.9.2 L'eau

La production de l'eau potable s'est contractée de 1% à 87,1 millions de m³, en raison des pertes observée dans le réseau de distribution. En conséquence, les ventes ont reculé de 2,6% à 46,2 millions de m³. Cependant, le chiffre d'affaires s'est consolidé à 17,6 milliards de FCFA, soit 5,4% de hausse, à la faveur de la revalorisation du prix moyen du m³ de 8,2% à 380,8 FCFA.

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m ³)	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Production nette	29 107	29 761	28 251	88 024	87 119	-1,0%
Ventes hors cession	15 528	15 682	14 996	47 461	46 206	-2,6%
CA hors cession (en millions de FCFA)	5 851	5 974	5 770	16 695	17 594	5,4%
Prix moyen du m ³ (en FCFA)	376,8	381,0	384,7	351,8	380,8	8,2%

Source: SEEG

II.10 LE RAFFINAGE

A fin septembre 2018, l'activité de raffinage de produits pétroliers a enregistré des résultats négatifs. En effet, le volume de brut traité a baissé de 12,3% à 648 889 tonnes métriques. Cette contreperformance est liée aux arrêts techniques pour cause de dysfonctionnement de l'outil de production. Afin de satisfaire la demande locale face au déficit de la production, les produits pétroliers raffinés ont été importés à hauteur de 201 098 tonnes métriques (en hausse de 41,9% par rapport à la même période en 2017). Les importations de gasoil ont augmenté de 104,6% à 122 588 TM et celles de butane ont progressé de 55,4% à 41 304 TM.

Sur le plan commercial, la plupart des produits pétroliers ont connu une contraction des quantités vendues, en raison de la faiblesse de la demande domestique, à l'exception du turbine fuel 1 et du kérosène à l'export qui ont enregistré de très fortes hausses pour se situer respectivement à 25 011 m³ et 20770 m³.

Dans ce contexte et suivant la même tendance baissière générale, le chiffre d'affaires a reculé de 2,9% à 200,3 milliards de FCFA sur la période sous revue.

Evolution de l'activité de raffinage

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Total du brut traité	197 868	267 475	183 546	740 146	648 889	-12,3%
Importations (TM)	70 683	70 339	60 076	141 740	201 098	41,9%
Ventes de Sogara						
Butane (TM)	1 522	2 601	2 775	26 448	6 898	-73,9%
Super (m ³)	11 028	14 531	14 238	42 128	39 797	-5,5%
Pétrole lampant (m ³)	2 995	522	2 333	19 956	5 850	-70,7%
Turbine fuel 1 (m ³)	6 815	7 483	15 083	16 290	29 381	80,4%
Turbine fuel 1 Export (m ³)	4 100	11 663	5 007	5 512	20 770	276,9%
Gas-oil moteur (m ³)	65 351	91 570	68 437	309 639	225 358	-27,2%
Kérosène export (TM)	14 230	10 781	0	9 887	25 011	153,0%
Résidu atmosphérique export (TM)	87 166	154 813	114 793	427 205	356 773	-16,5%
Chiffre d'affaires (millions FCFA)	50 596	80 164	69 546	206 285	200 306	-2,9%
Chiffre d'affaires intérieur	28 842	40 372	38 545	122 379	107 759	-11,9%
Chiffre d'affaires export	21 754	39 792	31 001	83 907	92 547	10,3%

Source: SOGARA

II.11 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.11.1 Le transport aérien

Le transport aérien a affiché des résultats globalement en baisse à fin septembre 2018. En effet, les mouvements commerciaux des avions ont fléchi de 14,51%, avec 12 870 vols contre 15 055 rotations une année auparavant. Cette évolution est attribuable à l'arrêt des désertes de South Africa et aux difficultés de Transair Congo et ce, malgré le dynamisme des compagnies Afrijet Business Service, la Nationale Régionale Transport et le retour de Camair Co.

Le nombre de passagers transportés a suivi la même tendance baissière, passant de 623 153 passagers en 2017 à 589 583 passagers à fin septembre 2018, soit un repli de 5,4%. Par contre, le volume de fret s'est apprécié de 6,8%, grâce aux résultats de Solenta Aviation, Allied Air Limited, Corex international et Air France qui ont considérablement augmenté leur tonnage.

Evolution de l'activité du transport aérien

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Mouvements Avions Commerciaux	3 984	4 333	4 553	15 055	12 870	-14,5%
- Réseau domestique	1 714	1 963	1 931	6 609	5 608	-15,1%
- Réseau international	2 270	2 370	2 622	8 446	7 262	-14,0%
Passagers	174 942	179 686	234 955	623 153	589 583	-5,4%
- Réseau domestique	43 512	45 465	50 499	147 260	139 476	-5,3%
- Réseau international	109 032	109 931	157 716	381 768	376 679	-1,3%
- Transit	22 398	24 290	26 740	94 125	73 428	-22,0%
Volume du fret (en tonnes)	3 101	3 211	3 194	8 902	9 505	6,8%
- Réseau domestique	158	161	154	438	473	8,0%
- Réseau international	2 942	3 050	3 040	8 464	9 032	6,7%

Source: ADL

II.11.2 Le transport ferroviaire

L'évolution des principaux indicateurs de l'activité ferroviaire fait apparaître une contraction de l'activité à fin septembre 2018 comparativement à la même période l'année précédente. En effet, le volume global de marchandises acheminées par rails a fléchi de 7,2% à 4,2 millions de tonnes. Cette baisse a été exacerbée par le recul des volumes de manganèse transportés, en liaison avec les deux déraillements enregistrés au cours de la période sous-revue. De même, les volumes des produits pétroliers, de bois débité et des autres marchandises transportées reculent également sur la période.

On note néanmoins, une augmentation des volumes des grumes, des produits C2M (silico manganèse et manganèse métal), de bois déroulé conteneurisé et du nombre de passagers. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires consolidé a enregistré un retrait de 2,1% pour se situer à 49,15 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Nombre de passagers	58 778	76 096	109 437	241 267	244 311	1,3%
Volume global des marchandises (en T)	1 219 390	1 532 923	1 409 073	4 482 142	4 161 386	-7,2%
Grumes	121 220	127 810	98 496	298 749	347 526	16,3%
Bois débités	7 403	7 274	8 431	42 012	23 108	-45,0%
Bois débité ou déroulé conteneurisé	4 025	4 697	5 660	7 268	14 382	97,9%
Manganèse	998 748	1 292 128	1 206 674	3 836 772	3 497 550	-8,8%
Produits C2M	11 309	15 351	15 974	29 923	42 634	42,5%
Produits pétroliers	14 652	14 618	14 129	49 071	43 399	-11,6%
Autres marchandises	62 033	71 045	59 709	218 347	192 787	-11,7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	14 906	17 304	16 943	50 211	49 153	-2,1%

Source: SETRAG

II.11.3 Le transport maritime

Au 30 septembre 2018, l'activité portuaire dans la zone d'Owendo a enregistré un recul, malgré la progression des mouvements de bateaux (+10,6%). En effet, le volume global des marchandises manipulées a baissé de 15,7% à 5 millions de tonnes. La baisse de 8,8% des exportations de manganèse a fortement pesé sur l'activité portuaire. De plus, les autres marchandises ont pâti de la congestion du port du fait des problèmes logistiques.

Evolution de l'activité de transport maritime

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Mouvements des bateaux	134	171	186	444	491	10,6%
Volume total de marchandises (en T)	1 405 817	1 880 582	1 758 962	5 986 540	5 045 361	-15,7%
Bois débités	53 122	56 556	73 780	373 894	183 458	-50,9%
Manganèse	1 029 937	1 374 733	1 140 900	3 887 498	3 545 570	-8,8%
Autres marchandises	322 758	449 293	544 281	1 725 148	1 316 333	-23,7%

Source : GPM, GSEZ CARGE PORT, GSEZ MT PORT, Comilog,

II.12 LES TELECOMMUNICATIONS

Après neuf mois d'activité en 2018, le secteur des télécommunications a enregistré une contraction de 1,4% du nombre total d'abonnés au téléphone, soit 2,86 millions de personnes actives. Cette évolution s'explique par le recul du nombre d'abonnés au mobile (-1,5%) alors que le nombre d'abonnés du téléphone fixe s'améliore de 5,2% pour se situer à 21 734 abonnés. De même, les abonnés à l'internet haut débit et GSM ont augmenté respectivement de 10,7% et 20,6%, en raison de la poursuite des efforts de connexion des principaux centres urbains à la technologie 3G/4G.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a enregistré une baisse de 3,4% pour s'établir à 150,1 milliards de FCFA à fin septembre 2018.

Evolution de l'activité des Télécoms

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	48,4	48,2	53,5	155,4	150,1	-3,4%
Nombre d'abonnés au mobile (milliers)	2 667,9	2 804,0	2 857,2	2 889,6	2 846,6	-1,5%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe (milliers)	21,5	21,7	22,2	20,7	21,7	5,2%
Nombre d'abonnés total au Téléphone	2 689,4	2 825,7	2 879,3	2 910,3	2 868,3	-1,4%
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM (milliers)	1 738,3	1 847,4	1 949,3	1 775,2	2 141,1	20,6%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit (milliers)	16,8	16,8	17,0	15,3	17,0	10,7%

Sources : Gabon Telecom-Libertis-Moov, Airtel Gabon

II.13 LE COMMERCE

II.13.1 Le commerce général structuré

Le commerce général structuré a enregistré une baisse de 6,6% de son chiffre d'affaires qui s'est élevé à 248,2 milliards de FCFA. La vigueur des structures de petite taille évoluant dans le secteur informel et le ralentissement des activités dans plusieurs secteurs de l'économie nationale sont à l'origine de cette contreperformance.

Evolution du commerce général structuré

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	80,2	81,9	86,1	265,8	248,2	-6,6%

Sources : Ceca-Gadis, Gabon Meca, Nestlé Gabon, Bernabé Gabon, Bati-Plus, Centre Affaires, Mbolo, San, Sipagel

II.13.2 Le commerce des véhicules neufs

- *Véhicules utilitaires*

Les ventes de véhicules neufs ont progressé de 11% pour s'établir à 1 833 unités à fin septembre 2018. Cette embellie résulterait de la reprise des commandes de certaines entreprises privées.

Evolution du commerce des véhicules utilitaires neufs

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Nombre de véhicules vendus	502	561	770	1 651	1 833	11,0%

Source : URAI (Union des représentants des automobiles industriels)

- *Véhicules industriels*

Le négoce des véhicules industriels a généré un chiffre d'affaires de 14,8 milliards de FCFA, en chute de 28% par rapport à la même période en 2017. Ce fort recul est attribuable à la contraction des commandes en matériels lourds des principaux clients (BTP et forestiers notamment).

Evolution du commerce des véhicules industriels

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	4,05	5,42	5,30	20,5	14,8	-28,0%

Source : Tractafic Equipement

II.13.3 Le commerce des produits pétroliers

Les ventes cumulées à fin septembre 2018 de produits pétroliers raffinés se sont chiffrées à 470 353 tonnes métriques contre 474 581 tonnes métriques un an plus tôt, soit une légère baisse de 0,9%, en raison de la réduction des consommations des clients industriels et des ménages. On note néanmoins une hausse progressive des volumes vendus d'un trimestre à l'autre, notamment en ce qui concerne le Gasoil.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Volumes vendus (en tonnes métriques)	151 850	155 870	162 633	474 581	470 353	-0,9%
<i>dont Gasoil</i>	106 518	111 031	115 322	332 096	332 871	0,2%
<i>Supercarburant</i>	19 632	19 424	19 725	60 809	58 781	-3,3%
<i>Kérosène</i>	7 035	7 235	7 823	24 192	22 093	-8,7%

Source : GPP (Groupement Professionnel Pétrolier)

II.13.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

En glissement annuel, le commerce des produits pharmaceutiques s'est apprécié de 1,7% à fin septembre 2018, pour s'établir à 45,2 milliards de FCFA. Cette reprise résulte de l'effet cumulé de l'ouverture de nouvelles pharmacies et de la hausse du nombre des assurés CNAMGS.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	15,70	14,94	14,54	44,43	45,18	1,7%

Sources : Ubipharma-Gabon, Pharmagabon

II.14 LES AUTRES SERVICES

II.14.1 Les services rendus aux entreprises

L'activité de la branche des services rendus aux entreprises s'est détériorée à fin septembre 2018, avec un recul de 6,8% du chiffre d'affaires à 15,9 milliards de FCFA. Les tensions de trésorerie dans plusieurs sociétés, la perte ou le non-renouvellement de contrats et la fermeture du cabinet Bureau Veritas sont autant de facteurs explicatifs.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	6 889	5 321	3 696	17 072	15 905	-6,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 763	1 855	1 633	6 983	5 250	-24,8%
Effectifs (nombre d'agents permanents)	330	330	313	327	313	-4,3%

Sources : Deloitte Touche Tohmatsu, Deloitte juridique et fiscal, FEAG, GBM, PWC, PWC Tax & Legal, CIS, CFAO Technologies, Bureau Veritas Gabon

II.14.2 Les services rendus aux particuliers

Les services rendus aux particuliers ont enregistré un fléchissement de 11,7% du chiffre d'affaires à fin septembre 2018 pour se situer à 31,5 milliards de FCFA. Cette situation est liée au ralentissement de l'activité économique qui a impacté négativement le pouvoir d'achat des ménages.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	10 120	10 744	10 619	35 659	31 482	-11,71%

Sources : Gesparc, Pmug, SGJL, SGCL, Franstel, Evénements, Casepga, Gabosep, SAAF la colombe, Cabinet de groupe des médecins, Médical Optique, Labo color.

II.14.3 Les services de réparation mécanique

L'activité des services de mécanique générale a enregistré une baisse de 4,8% du chiffre d'affaires comparativement à la même période de l'année précédente. Cette situation s'explique par la réduction des commandes en pièces détachées et la forte concurrence du secteur informel.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 995	4 207	4 587	13 439	12 789	-4,8%

Sources: ECIG, PEA, BIG, GSA

II.15. L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION

L'observé conjoncturel confirme la baisse observée dans le secteur de l'hôtellerie, tourisme et loisirs depuis le début de l'année, exacerbée par le faible nombre de manifestations d'envergure.

Aussi, la branche hébergement, peu sollicitée cette année, a enregistré un taux d'occupation en retrait de 23,53 points. Le prix moyen des chambres est en baisse de 18,3% à 78 883 FCFA. Le chiffre d'affaires a chuté de 25,1% à 10,5 milliards de FCFA, conséquence de la diminution du prix moyen de la nuitée et du taux d'occupation.

Evolution de l'activité hôtelière :

	2018			Janvier-septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3,614	3,885	3,013	14,04	10,512	-25,1%
Chambres occupées (en nombre)	25 794	29 609	23 578	92 322	78 981	-14,5%
Taux d'occupation (en %)	32,2	33,84	30,48	55,53	32	-23,53 pts
Prix moyen/chambre (FCFA)	80 420	81 146	75 082	96 611	78 883	-18,3%

Sources : Radisson Blu, Park Inn, Rê- Ndama, Hôtel Boulevard

II.16. LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

II.16.1 L'analyse bilancielle

A fin septembre 2018, le total agrégé des bilans des banques est en progression de 10% à 2 413,5 milliards de FCFA contre 2 194 milliards un an plus tôt. Cette évolution est essentiellement liée à la hausse des dépôts de la clientèle (+13,2%) à 2 071,3 milliards de FCFA à la fin du troisième trimestre 2018.

Aussi, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est amélioré, passant de 119,5% au 30 septembre 2017 à 136,6% en septembre 2018. Par ailleurs, les créances en souffrance ont augmenté de 7,3% à 242,6 milliards de FCFA à fin septembre 2018.

Evolution de la situation bilancielle (en milliards de FCFA)

	30/09/2016	30/09/2017	30/09/2018	2018/2017
DEPOTS DE LA CLIENTELE	2 041,7	1 830,5	2 071,3	13,2%
Crédits bruts	1 722,5	1 647	1 675,3	1,7%
Créances en souffrance	186,6	226,1	242,6	7,3%
Provision pour dépréciation des comptes de la clientèle	91,5	114,7	158,7	38,4%
CREDITS NETS	1 631,1	1 532,4	1 516,6	-1,0%
CAPITAUX PERMANENTS	319,3	323,2	290,7	-10,1%
VALEURS IMMOBILISEES	173,8	221,6	186,3	-15,9%
AUTRES POSTES NETS	2,4	40,3	51,5	27,8%
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	558,5	440,1	714,0	62,2%
TOTAL DU BILAN	2 363,4	2194	2 413,5	10,0%

Sources : Banques / DGEFP

II.16.2 Les opérations avec la clientèle

II.16.2.1 Les ressources collectées

Les ressources collectées par le secteur bancaire se sont consolidées de 13,2% à 2 071,3 milliards de FCFA au troisième trimestre 2018, tirées par la hausse conjuguée des dépôts à vue et à terme.

Les ressources à vue se sont confortées de 5,7% à 1 267,1 milliards de FCFA, sous l'effet de la hausse concomitante des dépôts privés (+22,3%) et des dépôts non ventilés (+30,5%). Les ressources à vue ont représenté 61,2% du total des dépôts contre 65,5% à la même période l'année précédente.

Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) se sont établies à 703,8 milliards de FCFA en septembre 2018 contre 554,7 milliards en septembre 2017, soit une progression de 26,9%. Ces ressources ont représenté 34% du total des dépôts collectés.

Evolution des ressources par type de compte (en milliards de FCFA)

Types de comptes	30/09/2016	30/09/2017	30/09/2018	2017/2018
Comptes à vue	1 339,5	1 198,8	1 267,1	5,7%
Comptes à terme	600,1	536,3	683,9	27,5%
Comptes de dépôts à régime spécial	19,3	18,4	19,9	8,2%
Autres comptes	73,9	63,5	83,2	31,0%
Dettes rattachées	8,9	13,5	17,2	27,4%
TOTAL DES DEPOTS	2 041,7	1 830,5	2 071,3	13,2%

Sources : Banques / DGEPEF

A fin septembre, les dépôts publics ont baissé de 43,8% à 157,5 milliards de FCFA. Ces dépôts ont représenté 7,6% du total des dépôts collectés contre 15,3% à fin septembre 2017. Par contre, les dépôts du secteur privé non financier se sont consolidés de 22,3% à 1 726,8 milliards de FCFA au cours de la période sous-revue.

Evolution des dépôts par type de déposants (en milliards de FCFA)

Dépôts de la clientèle	30/09/2016	30/09/2017	30/09/2018	2017/2018
Dépôts publics	299,3	280,3	157,5	-43,8%
Dépôts des entreprises publiques	32,5	26,9	62	-
Dépôts privés	1 569,8	1 411,5	1 726,8	22,3%
Dépôts des non-résidents	57,3	34,8	24,5	-29,6%
Dépôts non ventilés	82,8	77	100,5	30,5%
TOTAL DES DEPOTS	2 041,7	1 830,5	2 071,3	13,2%

Sources : Banques / DGEPEF

II.16.2.2 Les crédits distribués

Les crédits bruts distribués, impactés essentiellement par la hausse des crédits au secteur privé, se sont raffermis de 1,7% à 1 675,3 milliards de FCFA contre 1 647 milliards un an auparavant.

En glissement annuel, les crédits octroyés au secteur privé ont cru de +4,9% à 1 073,8 milliards de FCFA en septembre 2018. Ils ont représenté 64,1% du total des crédits contre 62,2% en septembre 2017.

Les crédits aux administrations publiques ont fléchi de 2,6% à 497,7 milliards de FCFA à la fin du troisième trimestre 2018. Ceux-ci ont représenté 29,7% de l'ensemble des crédits bruts distribués.

Les crédits consentis aux entreprises publiques, qui ont représenté 0,9% du total des crédits bruts, ont reculé de 46,8% à 15,7 milliards de FCFA à fin septembre 2018 contre 29,5 milliards un an auparavant.

Enfin, on note une hausse exponentielle des opérations de crédit-bail dont l'encours s'élève à 15,7 milliards de FCFA en septembre 2018 contre 4,6 milliards un an plus tôt.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	30/09/2016	30/09/2017	30/09/2018	2018/2017
Crédits à l'Etat	505,1	510,8	497,7	-2,6%
Crédits aux entreprises publiques	41,9	29,5	15,7	-46,8%
Crédits au secteur privé	1 095,1	1 023,9	1 073,8	4,9%
Crédits aux non-résidents	57,5	59,4	50,1	-15,7%
Encours financier des opérations de crédit-bail	2,5	4,6	15,7	-
Autres créances	20,4	18,8	22,3	18,6%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 722,5	1 647	1 675,3	1,7%

Sources : Banques / DGEPP

II.17 SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

A fin septembre 2018, deux établissements financiers (Alios Finance Gabon et Finatra) ayant pour principales activités le crédit automobile, le crédit-bail et le crédit d'équipement ont été recensés.

II.17.1 Les ressources

Au 30 septembre 2018, les ressources des établissements financiers ont enregistré un fléchissement de 22,0% à 41,1 milliards de FCFA, essentiellement lié à l'arrêt des activités de BICI-BAIL. Au niveau des composantes, on relève une baisse conjointe de la dette bancaire (-21,5% à 27,8 milliards de FCFA) et des capitaux propres (-23,3% à 13,3 milliards de FCFA).

Evolution des ressources au troisième trimestre 2018

En milliards de FCFA	3 ^e trimestre 2017	3 ^e trimestre 2018	Var 2018/2017
Capitaux propres	17,3	13,3	-23,3%
Dettes bancaires	35,4	27,8	-21,5%
Ressources	52,7	41,1	-22,0%

Source : établissements financiers

II.17.2 Les emplois

Les emplois se sont contractés de 64,7% à 25 milliards de FCFA, résultant essentiellement de la baisse simultanée des crédits à moyen terme (-53,6 % à 5,2 milliards de FCFA) et des crédits-bails (-68,3% à 18,7 milliards de FCFA). Cette situation traduit une forte régression de la production imputable à la fragilité observée dans certains secteurs d'activité.

Evolution des emplois au troisième trimestre 2018

En milliards de FCFA	3 ^e trimestre 2017	3 ^e trimestre 2018	Var 2018/2017
Crédits à court terme	0,8	1,2	50,0%
Crédits à moyen terme	11,2	5,2	-53,6%
Crédits à long terme	0,0	0,0	-
Crédits-bails	59,0	18,7	-68,3%
Total	70,9	25,0	-64,7%

Source : établissements financiers

II.17.3 Investissements et créances impayées

Au cours de la période de référence, aucun investissement n'a été réalisé, contre 1,4 milliard de FCFA un an plus tôt.

Par ailleurs, on note une baisse significative des créances impayées de 85,6% à 4,2 milliards de FCFA à fin septembre 2018. Cette évolution reste consécutive d'une part à la titrisation sur le marché secondaire des crédits octroyés aux agents publics ayant préalablement connu des retards de remboursement. D'autre part, cette diminution du portefeuille des créances en souffrance découle de la mise en place d'actions fortes de recouvrement.

Evolution des emplois au troisième trimestre 2018

En milliards de FCFA	3 ^e trimestre 2017	3 ^e trimestre 2018	Var 2018/2017
Investissements	1,4	0,0	-
Titre de participation	0,3	-	-
Créances impayées	29,2	4,2	-85,6%

Source : établissements financiers

II.18 LE SECTEUR DES ASSURANCES

Le secteur des assurances est marqué par un recul du volume des primes collectées, dû principalement à la morosité du marché. Cette évolution s'explique par la contraction du volume global des émissions dans les branches Non-Vie et Vie. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé a chuté de 21,3% pour se situer à 37,05 milliards de FCFA au troisième trimestre 2018 comparativement à la même période de l'exercice précédent.

Evolution du chiffre d'affaires du secteur des Assurances au 3^{ème} trimestre 2016 et 2018

(en milliards de FCFA)	Evolution trimestrielle				Répartition du C.A par branche en 2018
	T3-2016	T3-2017	T3-2018*	2018/2017	
Branches					
Non Vie	60,44	39,74	29,88	-24,8%	81%
Vie	12,70	7,33	7,17	-2,2%	19%
Total	73,14	47,07	37,05	-21,3%	100%

Sources : GROUPES OGAR, NSIA ET LES COMPAGNIES SAHAM, AXA, ASSINCO, SUNU ASSURANCES
« ASSURANCES DU GABON » données non disponibles ; Sept- 2018* = Estimations des compagnies d'assurance

1 La Branche Non Vie

La collecte de primes en Non Vie a régressé de 24,8% pour s'établir à 29,88 milliards de FCFA au troisième trimestre 2018 contre 39,74 milliards à la même période en 2017. Cette évolution est la conséquence de la baisse du niveau d'activité des produits phares, notamment « Automobile (-32,5%), Total Transports (-39,1%) et Maladie-Assistance (-26,6%) ».

2 La Branche Vie et Capitalisation

Concernant la branche Vie et Capitalisation, les primes collectées ont enregistré un recul de 2,2% pour atteindre 7,17 milliards de FCFA au troisième trimestre 2018 contre 7,33 milliards à la même période en 2017. La baisse est imputable exclusivement aux produits : « Décès » (-9,3% à 2,24 milliards) et Mixte » (-16,1% à 730 millions). En revanche, on note une progression 2,7% concernant l'assurance Capitalisation.

3 La Répartition des parts de marché par compagnie

En termes de parts de marché, les groupes OGAR, NSIA et AXA se répartissent 77% du chiffre d'affaires du secteur sur la période sous-revue.

4 Les Commissions versées aux courtiers

Le montant total des commissions versées aux intermédiaires d'assurance s'est replié de 26,5% à 4,06 milliards de FCFA au troisième trimestre 2018. Ainsi, les commissions Non Vie et Vie ont fléchi respectivement de 27,3% à 3,83 milliards de FCFA et de 8% à 230 millions, en lien avec le faible volume de nouvelles affaires apportées aux compagnies d'assurance.

5 Les sinistres réglés

La charge totale des sinistres payés s'est contractée de 0,9% pour se situer à 18,08 milliards de FCFA au troisième trimestre 2018 contre 18,24 milliards à la même période en 2017.

La branche Non Vie représente environ 53% des sinistres payés du secteur. Ils ont enregistré une chute de 40,8% à 9,54 milliards de FCFA au troisième trimestre 2018. En revanche, en assurance Vie, le montant des sinistres réglés a fortement progressé, passant de 2,13 milliards de FCFA au troisième trimestre 2017 à 8,54 milliards à la même période en 2018.

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU TROISIEME TRIMESTRE 2018

III.1. LES PRIX A LA CONSOMMATION

Sur les neuf premiers mois de l'année 2018, les pressions inflationnistes sont restées persistantes et plus prononcées au troisième trimestre. Le relèvement des prix de l'énergie sur le marché international, la faiblesse de l'offre de certains produits et services sur le marché intérieur, ainsi que la révision de l'arrêté réduisant la liste des produits bénéficiant d'une exonération complète des droits de douane dans le cadre du programme lié à « la vie chère » sont les principaux facteurs de ces tensions inflationnistes.

Ainsi, le taux d'inflation en moyenne annuelle a enregistré une hausse de 4,2% contre 3,3% sur la même période en 2017. En glissement annuel¹, les prix ont progressé de 5,1% contre 2,8% en septembre 2017.

Les tensions persistantes, observées sur l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages proviennent principalement des postes « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,5%), « Transport » (+7,7%), « Santé » (+4,7%), « Communications » (+14,4%), « Meubles, articles de ménages, entretien » (+3,9%), « Loisirs et cultures » (+6,2%), « Enseignement » (+29,7%) et « Restaurants et hôtels » (+3,6%).

S'agissant des produits alimentaires, les prix ont grimpé depuis le premier trimestre 2018, enregistrant une augmentation de 4,2% pour le seul troisième trimestre et de 2,5% sur les neuf premiers mois de 2018. Cette évolution est davantage observée sur les fonctions *Pains et céréales* (+3,3%), les *Poissons et fruits de mer* (+2,5%) et sur les *Légumes et tubercules* (+4,6%). Cette situation est tributaire de la baisse de l'offre de certains produits agricoles sur le marché, suite aux conditions d'exploitation défavorables à la production (météo, dévastation des plantations par les éléphants) depuis le début de l'année. En outre, la révision de la liste des produits qui bénéficient des exonérations dans le cadre du programme lié à « la vie chère » explique cette situation.

Quant au poste transport, les prix de cette fonction ont progressé de 7,7% en moyenne sur les neuf premiers mois de l'année. Deux principaux facteurs sont à l'origine de cette évolution. Il s'agit de: (i) la baisse de l'offre de transport en commun urbain (SOGATRA et autres transports) et l'indexation des prix du carburant à la pompe sur le brut (+12,1% pour l'essence et +15,9% pour le gazole sur les dix (10) premiers mois).

Le rythme de progression des prix des Communications est remarquable : +13,7% au premier trimestre, +12,3% au second trimestre et +17,4% au troisième trimestre, soit une moyenne de 14,4% de hausse sur les neuf premiers mois de l'année, contre une baisse de 1,8% observée sur la même période en 2017. La hausse s'explique par l'augmentation du matériel de communication ainsi que celle des prix de communication téléphonique des deux principaux opérateurs.

L'Enseignement est la fonction qui enregistre la plus forte élévation de ses prix sur cette période. Cette hausse a été observée depuis septembre 2017. Cette situation résulte du relèvement des frais d'inscription dans les établissements secondaires et supérieurs.

¹le glissement annuel est la variation d'un indice d'un mois donné par rapport au même indice du même mois de l'an dernier

Les prix du « Logement, eau, gaz et électricité » ont continué d'augmenter (+3,9%) à un rythme moins soutenu, comparativement à la même période en 2017 (+12,6%).

Enfin, l'inflation hors produits alimentaires (ou inflation sous-jacente) a reculé de 0,9 point, passant de 5,1% sur la période sous-revue en 2017 à 4,3% en 2018. Cependant, la progression sur les neuf premiers mois de l'année reste élevée.

En l'absence des mesures d'ajustement sur le quatrième trimestre 2018, le taux d'inflation s'inscrirait au-dessus de la norme communautaire de stabilité des prix² de la CEMAC en 2018.

Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages

Regroupements	Pond	Taux d'inflation trimestrielle (en %)				Janvier- Septembre				Glissement mensuel (%)
		2017	2018			Indice moyen		Variation (%)		
			T4	T1	T2	T3	2017	2018	2017	
INDICE GLOBAL	10000	0,8	2,7	4,5	5,4	133,4	139,0	3,3	4,2	5,1
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	-3,0	0,3	2,9	4,2	<i>139,3</i>	<i>142,8</i>	<i>0,0</i>	<i>2,5</i>	<i>4,8</i>
<i>Pains et céréales</i>	<i>673</i>	<i>-2,7</i>	<i>0,6</i>	<i>3,3</i>	<i>5,9</i>	<i>129,1</i>	<i>133,3</i>	<i>0,4</i>	<i>3,3</i>	<i>3,1</i>
<i>Viandes</i>	<i>720</i>	<i>-4,5</i>	<i>-3,0</i>	<i>-2,9</i>	<i>-2,0</i>	<i>134,0</i>	<i>130,5</i>	<i>-1,1</i>	<i>-2,6</i>	<i>-1,7</i>
<i>Poissons et fruits de mer</i>	<i>446</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,8</i>	<i>2,2</i>	<i>6,1</i>	<i>187,1</i>	<i>191,8</i>	<i>1,2</i>	<i>2,5</i>	<i>5,6</i>
<i>Lait, fromage et œufs</i>	<i>243</i>	<i>4,4</i>	<i>3,4</i>	<i>2,6</i>	<i>0,3</i>	<i>126,4</i>	<i>129,0</i>	<i>1,2</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,7</i>
<i>Huiles et graisses</i>	<i>183</i>	<i>0,4</i>	<i>1,8</i>	<i>2,5</i>	<i>-1,5</i>	<i>131,2</i>	<i>132,4</i>	<i>3,1</i>	<i>0,9</i>	<i>-2,2</i>
<i>Légumes et tubercules</i>	<i>534</i>	<i>-11,2</i>	<i>-2,9</i>	<i>8,1</i>	<i>8,5</i>	<i>147,1</i>	<i>153,8</i>	<i>-3,1</i>	<i>4,6</i>	<i>15,3</i>
Boissons alcoolisées et tabac	185	1,5	2,2	0,2	0,8	125,4	126,7	2,7	1,0	1,2
Articles d'habillement et chaussures	794	0,7	1,2	1,4	1,9	137,7	139,7	1,5	1,5	1,9
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	2,6	2,9	3,8	5,0	139,8	145,2	12,6	3,9	4,7
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	1,7	3,0	4,8	4,1	123,2	128,1	0,3	3,9	3,8
Santé	357	3,1	2,2	6,5	5,4	100,8	105,6	1,3	4,7	5,3
Transports	990	3,5	4,6	8,0	10,4	148,5	159,8	4,4	7,7	9,8
Communications	355	4,9	13,7	12,2	17,4	61,4	70,3	-1,8	14,4	20,0
Loisirs et cultures	503	2,7	5,6	6,9	6,0	121,0	128,5	-1,1	6,2	4,9
Enseignement	170	34,5	35,2	34,5	20,6	117,5	152,5	5,2	29,7	0,0
Restaurants et hôtels	466	-1,6	1,4	4,3	5,2	130,0	134,8	0,0	3,6	3,8
Biens et services divers	275	1,8	3,4	1,5	1,4	146,9	150,0	2,4	2,1	1,4
Inflation sous-jacente		2,7	3,9	4,8	5,1	127,3	133,2	5,2	4,3	4,2

Source : DGS

² Un taux d'inflation à moyen terme (2 ans) inférieur ou égal à 3,0 %

III.2. L'EMPLOI PUBLIC

A fin septembre 2018, le secteur public a enregistré une baisse de 2,3% de ses effectifs pour se situer à 100 007 agents contre 102 367 agents sur la même période en 2017. Cette contraction est observée aussi bien au niveau des agents de la fonction publique (-1,9%) que de ceux relevant de la Main d'Œuvre non Permanente (MONP) (-4,5%).

Evolution de l'Emploi Public

Effectifs	Evolution trimestrielle des effectifs				Janvier-septembre		Var. 18/17
	2017	2018			2017	2018	
	T4	T1	T2	T3			
Total*	102 526	101701	100 361	100 007	102 367	100 007	-2,3%
Fonction publique	87 638	87 694	85 723	85 776	87 461	85 776	-1,9%
MONP	14 888	14 007	14 638	14 231	14 906	14 231	-4,5%

Source: DGB, DGEFP. *Sans collectivités locales

III.2.1 La variation des effectifs par département

Sur les neuf premiers mois de l'année, tous les départements, à l'exception de l'Administration générale, ont enregistré une baisse de leurs effectifs, en moyenne de 1,9% par rapport à la même période en 2017. Le nombre d'agents de l'Administration centrale est passé de 87 461 à fin septembre 2017 à 85 776 en 2018. L'administration de développement (-6,4%), l'administration des transports (-4,7%) et les Pouvoirs publics (-4,0%) ont connu les baisses les plus importantes sur la période. En revanche, la hausse des effectifs de l'administration générale (+2,6%) observée à fin septembre 2018 et sur les autres administrations (+177,7%) s'explique par la régularisation des situations administratives des agents, d'une part, et la réorientation des agents, d'autre part.

Globalement, le repli des effectifs du secteur public résulte des mesures gouvernementales pour la rationalisation des dépenses de personnels. Ces mesures ont porté sur :

- le contrôle physique des fonctionnaires et l'assainissement des fichiers de la fonction publique;
- l'adoption du décret prolongeant le gel des recrutements pour une période de 36 mois jusqu'en août 2021, à l'exclusion des seuls ministères chargés de la Santé, de l'Education Nationale, des Affaires Sociales et de la Défense.
- la mise à la retraite systématique des agents ayant atteint la limite d'âge ;
- la rupture des contrats concernant les agents civils contractuels âgés de plus de 60 ans ;
- la suppression des corps de la Fonction Publique dédiés à certains emplois intégralement externalisés dans les établissements publics ;
- la réduction des membres des cabinets des institutions et du Gouvernement ;
- la suppression des postes de deuxième adjoint dans l'administration ainsi que dans les institutions et organismes parapublics;
- la rationalisation des recrutements dans les cabinets des agents n'ayant pas le statut de fonctionnaire.

Evolution des effectifs de l'Administration centrale par département

Départements	Evolution trimestrielle des effectifs				Janvier-septembre		Var. 18/ 17
	2017	2018			2017	2018	
	T4	T1	T2	T3	2017	2018	
Pouvoirs Publics	23 750	23 554	23 000	22 796	23 745	22 796	-4,0%
Administration Générale	14 687	15 137	14 889	14 991	14 614	14 991	2,6%
Administration Economique	7 517	7 457	7 219	7 376	7 546	7 376	-2,3%
Administration de Développement	3 902	3 773	3 486	3 682	3 932	3 682	-6,4%
Administration des Transports	1 176	1 108	1 071	1 117	1 172	1 117	-4,7%
Administration de l'Education	24 940	25 098	24 675	24 418	24 964	24 418	-2,2%
Administration Sociale	11 533	11 418	11 232	11 299	11 453	11 299	-1,3%
Autres Administrations	133	149	151	97	35	97	177,1%
TOTAL	87 638	87 694	85 723	85 776	87 461	85 776	-1,9%

Source : ANINF

III.2.2 Les effectifs de la Main d'Œuvre non Permanente (MONP)

Les effectifs de la Main d'Œuvre non Permanente se chiffrent à 14 231 agents à fin septembre 2018 contre 14 906 agents à la même période en 2017. Cette baisse s'explique, à l'instar des agents permanents, par la mesure gouvernementale du contrôle des effectifs de cette catégorie de personnels (septembre 2018), de la décision du non remplacement des agents admis à faire valoir leurs droits à la retraite ainsi que par une meilleure comptabilisation et suivi régulier desdits agents.

III.3. LES SALAIRES

La tendance baissière de la masse salariale amorcée depuis le début du premier trimestre 2018 est confirmée à fin septembre 2018. En effet, les rémunérations servies par l'Etat à son personnel (hors collectivités locales) ont baissé de 5,2% pour s'établir à 529,3 milliards de FCFA par rapport à 2017. Ce repli provient de la baisse de tous les postes de dépenses de ce titre : la Solde Permanente (-0,9%), la MONP (-21,1%) et les autres (-60,8%).

Evolution de la masse salariale du secteur public

En milliards de FCFA	2018			Janvier Septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Traitements et salaires	176,7	177,8	174,8	558,6	529,3	-5,2%
Solde Permanente	162,0	162,8	159,8	488,9	484,6	-0,9%
MONP	11,5	11,5	11,5	43,7	34,5	-21,1%
Autres	3,2	3,5	3,5	26,0	10,2	-60,8%

Sources : DGBFIP, DGEPE, *Estimations

III.3.1 La solde permanente par administration

A fin septembre 2018, l'ensemble des départements a enregistré une baisse de leur masse salariale à l'exception de l'administration générale. Toutefois, la baisse globale de 0,9% de la masse salariale versée à l'ensemble des administrations provient essentiellement des administrations du Développement (6,1%), du Transport (-5,1%), des Pouvoirs Publics (-2,2%) et du Social (-1,3%), malgré la hausse de la masse salariale de l'Administration générale (+3,0%).

Evolution de la solde permanente par département

En milliards de FCFA	2 018			Janvier Septembre		
	T1	T2	T3	2017	2018	18/17
Pouvoirs Publics	43,2	43,4	41,7	131,1	128,3	-2,2%
Administration Générale	25,8	26,4	26,0	76,0	78,2	3,0%
Administration Economique	13,1	13,0	12,8	39,1	38,9	-0,6%
Administration du Développement	6,9	6,8	6,4	21,4	20,0	-6,1%
Administration des Transports	1,9	1,9	1,8	5,8	5,5	-5,1%
Administration de l'Education	50,5	50,6	50,1	152,7	151,2	-1,0%
Administration Sociale	20,3	20,3	20,2	61,7	60,9	-1,3%
Autres	0,4	0,5	0,7	1,2	1,6	28,4%
TOTAL	162	162,8	159,8	488,9	484,6	-0,9%

Sources : DGBFIP, DGEPP

Le repli de la masse salariale à fin septembre 2018, par rapport à la même période en 2017, s'explique par les mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de la maîtrise des dépenses de personnels.

III.3.2 La masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente

A fin septembre, la masse salariale de la MONP a légèrement baissé de 0,8% pour se situer à 24,3 milliards de FCFA en 2018 contre 24,5 milliards en 2017. Cette contraction est liée à la politique de la maîtrise des dépenses initiées par le Gouvernement à travers le contrôle des effectifs (septembre 2018) et l'interdiction de recruter les agents de cette catégorie pour une période de 3 ans.

III.4. LE COMMERCE EXTERIEUR

L'observé conjoncturel du commerce extérieur sur les neufs (9) premiers mois de l'année 2018 fait ressortir un solde commercial excédentaire, en amélioration de 22,2% par rapport à fin septembre 2017. Cette évolution s'explique par la hausse des exportations (+12,3%) et une progression modérée des importations (+1%).

Dans ce contexte, le taux de couverture a gagné 24 points à fin septembre 2018, pour se situer à 237,8%. En outre, l'analyse trimestrielle des données indique que le solde de la balance des biens s'est amélioré au troisième trimestre par rapport à l'observé du deuxième trimestre 2018, en lien avec la hausse des exportations sur cette période.

Evolution de la balance commerciale

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-septembre		Var. 18/17
	2017		2018			2017	2018	
	T3	T4	T1	T2	T3			
Exportations (1)	516,2	652,6	833,6	587,1	769,5	1950,4	2190,2	12,3%
Importations (2)	303,8	450	256	318,6	346,7	911,8	921,2	1,0%
solde commercial [(1)-(2)]	212,4	202,6	577,6	268,5	422,9	1038,6	1269,0	22,2%
taux de couverture [(1)/(2)]	169,9%	145,0%	325,7%	184,3%	222,0%	213,9%	237,8%	-

Source : DGEPP / DGDDI

III.4.1. L'évolution des exportations en valeur

L'évolution positive de la demande extérieure des biens en provenance du Gabon, de janvier à septembre 2018 (+12,3%), provient de la hausse des exportations du secteur pétrole (+16,9%) malgré la légère baisse des ventes du secteur hors-pétrole (-1,6%).

Une analyse plus fine, des données trimestrielles, montre qu'au troisième trimestre de l'année 2018, l'évolution des ventes totales du Gabon s'est nettement améliorée (+31,1%) comparativement à la baisse (-29,6%) enregistrée au second trimestre 2018.

Evolution des exportations en valeur

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-septembre		Var. 18/17
	2017		2018			2017	2018	
	T3	T4	T1	T2	T3			
Exportations de pétrole brut	352,1	516,6	707,3	387,8	621,3	1 468,7	1 716,4	16,9%
Exportations hors pétrole dont:	164,2	136	126,2	199,3	148,2	481,7	473,8	-1,6%
Bois sciés et ouvrages	67,4	73,3	63,3	64,6	60,2	224,5	188,1	-16,2%
Produits dérivés du pétrole	42,1	15,8	3,4	63,1	33,6	96,3	100,2	4,0%
Minerais de manganèse	34,6	30,5	17	32,9	23,3	60,3	73,1	21,2%
Ferro-silico-manganèse	2,1	2,8	4,4	8,9	5,6	18,1	18,9	4,4%
Caoutchoucs naturels	3	3,2	2,2	2	3,7	11,5	8	-30,6%
Huile de palme	0,3	0,2	0,3	1,4	0,3	2,3	1,9	-19,5%
Poissons et produits de la pêche	1,3	0,6	0,6	0,2	0,3	2	1,1	-47,5%
Or sous forme brute	0,2	-	0,5	0,2	1,1	3,6	1,9	-48,3%
Cacao en fèves et brisures, bruts	-	-	-	-	-	0,1	-	-
Autres	13,1	9,5	34,5	25,9	20,1	62,9	80,6	28,2%
Exportations totales	516,3	652,6	833,6	587,1	769,5	1 950,4	2 190,2	12,3%

Source : DGEPP / DGDDI

• Les exportations de pétrole

Les exportations de pétrole brut ont augmenté de 16,9% sur les neuf premiers mois de l'année comparativement à la même période en 2017. Cette hausse a été soutenue, par la fermeté des cours du baril de pétrole (+38% à 52,5 dollars le baril en moyenne sur la période) et par la progression des commandes des pays tels que l'Inde (dont les commandes ont quintuplé), l'Indonésie (dont les commandes ont doublé atteignant 134,4 milliards de FCFA) et la reprise des achats par les clients comme la Grande-Bretagne, la Corée du Sud et le Portugal.

Par destination, tout comme au premier et deuxième trimestre 2018, le continent asiatique demeure la principale destination du pétrole gabonais sur les neufs premiers mois de l'année 2018, avec notamment la Chine (29,2% des parts), l'Inde (12,6% des parts) et l'Indonésie (7,8% des parts).

• Les exportations du secteur hors pétrole

Pour la première fois depuis 2016, les exportations hors pétrole ont enregistré une légère baisse (-1,6%), suite à la contraction de la demande des produits tels que les bois sciés, le caoutchouc et l'huile de palme.

La baisse des exportations de bois sciés (-16,2%) s'explique par la diminution des ventes vers les continents européen (-30,1%), africain (-28,5%) et asiatique (-4,4%) liée aux difficultés logistiques au niveau du Port d'Owendo. En effet, de nombreuses entreprises n'auraient plus d'espace disponible pour le stockage des caisses en placage. De plus, l'insuffisance des navires entrainerait le blocage de plusieurs conteneurs.

La chute de la valeur des exportations de caoutchouc naturel (-30,6%) fait suite, en partie, à la dégradation des cours mondiaux du caoutchouc naturel et au repli des ventes à destination de l'Europe (-36,3%) et de l'Asie (-59,3%), ainsi qu'à la baisse de la production nationale. Néanmoins, on note une remontée au cours du troisième trimestre, comparativement aux deux premiers trimestres 2018.

S'agissant des exportations d'huile de palme, on note une baisse des exportations au troisième trimestre par rapport au deuxième. En glissement annuel, les exportations d'huile de palme sont en baisse de 19,5% à 1,9 milliard de FCFA sur les neufs premiers mois de l'année, malgré la hausse observée des ventes à destination de l'Europe, qui ont quadruplé, passant de 0,4 milliard de FCFA, à 1,6 milliard de FCFA. On note par contre un recul des ventes à destination du Bénin, du Cameroun et du Mozambique à fin septembre 2018.

Les exportations du secteur minier ont enregistré une forte hausse 25,6% (+21,2% pour les minerais de manganèse et +4,4% pour le ferro-silico manganèse). Cette évolution a été favorisée par une augmentation des commandes des industries sidérurgiques émanant, notamment de la Chine (pour le minerai de manganèse) ainsi que de la Norvège et du Vietnam (pour le ferro-silico manganèse), d'une part, et une augmentation de la valeur taxable au niveau du cordon douanier de ce produit, d'autre part.

Les commandes des produits dérivés du pétrole ont également augmenté de 4% suite, notamment, à l'amélioration des achats des pays du continent européen (Pays-Bas, Grande-Bretagne, etc..) et du Continent africain (Congo, Bénin et Maroc).

III.4.2. L'évolution des importations en valeur

A fin septembre 2018, le Gabon a enregistré une légère hausse de ses achats en provenance de l'étranger de 1% à 921,2 milliards de FCFA. Cette évolution est consécutive à l'amélioration des achats des biens énergétiques et d'équipement. En effet, la hausse des importations observée au deuxième trimestre de l'année en cours (+24,5%) s'est poursuivie jusqu'en septembre atteignant 346,7 milliards de FCFA, soit une progression de 8,8%.

La hausse des commandes des biens d'énergie (gazole, coke, butane, huiles lubrifiantes) de 88% à 103,1 milliards de FCFA est liée, principalement, à l'alourdissement de la facture de ces produits en provenance, essentiellement, du Togo (+45,6 milliards de FCFA), du Cameroun (+10,2

milliards de FCFA), de la Colombie (+4,8 milliards de FCFA) et de la Guinée Equatoriale (1,3 milliard de FCFA).

L'amélioration des importations des biens d'équipement (+4%) s'explique, en partie, par la reprise des investissements des opérateurs du secteur pétrolier, ainsi que l'accroissement des investissements dans le secteur minier. Cette hausse est très perceptible sur le troisième trimestre (111,5 milliards) par rapport aux deux premiers.

Pour leur part, les importations de biens de consommation finale ont reculé de 10,7% à 329 milliards de FCFA sur les neuf premiers mois. Néanmoins, on note une reprise au cours du troisième trimestre.

Par produit, on constate :

- la diminution de l'ordre de 14,4% des commandes de biens alimentaires tels que les viandes et abats (-23,5%), les céréales (-9,4%) ainsi que les poissons et crustacés (-22,4%) ;
- la contraction de 96,3% des importations de boissons en provenance notamment de France (-10,9%), de Belgique (-17,3%) de Grande-Bretagne (-2,4%) et d'Allemagne (-56,6%).

Evolution des importations en valeur

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-septembre		Var. 18/ 17
	2017		2018			2017	2018	
	T3	T4	T1	T2	T3			
Biens de consommation finale dont :	112,5	119,2	107,5	105,3	116,1	368,4	329	-10,7%
<i>Produits alimentaires</i>	76,6	87,8	76,2	71,8	64,9	248,8	213	-14,4%
<i>Boissons</i>	3,5	4,7	3	3,5	5	12,6	11,5	-9,3%
Biens d'Equipement	80,1	247,1	75	88,9	111,5	264,7	275,4	4,1%
Biens Intermédiaires	73,2	74,1	64	69,6	79,6	223,7	213,3	-4,6%
Energie	38	9,7	9,4	54,7	39,4	55,1	103,5	88,0%
Importations totales	303,8	450	256	318,6	346,7	911,8	921,2	1,0%

Sources : DGEPP / DGDDI

III.4.3. Le partenariat économique

Malgré un recul de 8,8% des biens échangés, la Chine demeure le premier partenaire du Gabon sur les neuf premiers mois 2018, avec une valeur des échanges globale estimée à 884,6 milliards de FCFA contre 970,0 milliards de FCFA l'année précédente sur la même période. Elle est suivie de la France (284,5 milliards de FCFA), de l'Inde (246,4 milliards de FCFA) et de Trinidad et Tobago (153,1 milliards de FCFA).

Cumul des échanges (exportations/importations)

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-septembre		Poids en 2018	Var. 18/17
	2017	2018			2017	2018		
	T4	T1	T2	T3				
Chine	287,6	256,8	274,0	353,7	970,0	884,6	28,4%	-8,8%
France	107,3	99,1	91,0	94,4	361,1	284,5	9,1%	-21,2%
Inde	75,2	45,2	80,3	120,8	76,7	246,4	7,9%	221,1%
Trinidad et Tobago	56,3	42,0	52,7	58,3	158,9	153,1	4,9%	-3,7%
Indonésie	39,6	110,6	1,0	25,4	67,3	137,0	4,4%	103,6%
Etats Unis	37,6	29,8	74,0	20,2	60,3	124,0	4,0%	105,7%
Total global	1 102,5	1 089,5	905,7	1 116,2	2 862,1	3 111,4	100,0%	8,7%

Source : DGDDI

III.4.3.1 Les principaux clients

• *Par pays*

Les ventes gabonaises à destination des dix (10) premiers clients sont en hausse de 32,8%, passant de 1275,2 milliards de FCFA à 1 694,1 milliards de FCFA en 2018. Cette variation est portée principalement par les commandes de la Chine (29,5%), l'Inde (10,2%), de l'Australie (5,1%) et de Trinidad et Tobago (7,0%), en lien, avec les ventes du Pétrole brut, en particulier.

Le solde de la balance commerciale avec la Chine a été excédentaire de 568,9 milliards de FCFA, essentiellement en lien avec les ventes du Pétrole brut. On note une forte hausse des échanges avec ce pays au cours du troisième trimestre, tout comme avec l'Inde et l'Australie.

Evolution des ventes par pays (10 premiers)

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-septembre		Poids en 2018	Var. 18/17
	2017	2018			2017	2018		
	T4	T1	T2	T3				
Chine	246,4	182,5	194,3	269,8	667,2	646,6	29,5%	-3,1%
Inde	67,9	38,5	74,1	111,0	56,9	223,6	10,2%	292,7%
Australie	47,7	18,4	23,6	69,6	158,1	111,6	5,1%	-29,4%
Trinidad et Tobago	55,1	41,9	52,7	58,3	158,2	153,0	7,0%	-3,3%
Pays Bas	29,0	3,2	61,7	51,5	124,9	116,4	5,3%	-6,8%
Corée du Sud	0,9	70,3	-	27,6	1,1	98,0	4,5%	-
Canada	0,1	0,1	-	27,2	0,2	27,3	1,2%	-
Corée du Nord	-	19,8	12,8	25,8	42,1	58,4	2,7%	38,7%
Indonésie	38,7	109,9	0,1	24,5	63,3	134,5	6,1%	112,5%
Grande Bretagne	52,1	80,1	23,7	20,9	3,2	124,8	5,7%	-
Exportations des 10 Premiers clients	538,0	564,8	443,0	686,2	1 275,2	1 694,1	77,3%	32,8%
Autres	114,6	268,7	144,1	83,3	675,1	496,1	22,7%	-26,5%
Total export	652,6	833,6	587,1	769,5	1 950,4	2 190,2	100,0%	12,3%
Poids des 10 premiers clients	82,4%	67,8%	75,5%	89,2%	65,4%	77,3%		

Source : DGDD

• *Par continent*

Au niveau continental, l'Asie reste le premier client du Gabon (61,8%) devant l'Europe (19,3%), l'Amérique (12,1%) et l'Océanie (5,1%). Les ventes gabonaises, vers cette zone, sont orientées principalement vers la Chine, l'Indonésie et portent essentiellement sur les achats de pétrole.

Evolution des exportations par continent

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-septembre		Poids en 2018	Var. 18/ 17
	2017	2018			2017	2018		
	T4	T1	T2	T3				
AFRIQUE	8,1	10,4	14,1	11,8	102,0	36,3	1,7%	-64,4%
dont CEMAC	1,7	3,4	5,4	4,8	7,8	13,6	0,6%	73,5%
AMERIQUE	77,1	60,8	114,6	89,3	188,9	264,7	12,1%	40,1%
ASIE	364,8	580,7	288,8	484,7	1 040,8	1 354,1	61,8%	30,1%
EUROPE	154,8	162,9	146,0	114,1	460,5	423,0	19,3%	-8,2%
dont U.E	131,6	159,7	138,4	107,1	439,2	405,1	18,5%	-7,8%
OCEANIE	47,7	18,8	23,7	69,7	158,2	112,1	5,1%	-29,1%
Total	652,6	833,6	587,1	769,5	1 950,4	2 190,2	100,0%	12,3%

Source : DGDDI

III.4.3.2. Les principaux fournisseurs

• Par pays

A fin septembre 2018, les achats du Gabon en provenance des dix(10) premiers fournisseurs ont enregistré une diminution de 6,0%, pour se situer à 606,2 milliards de FCFA.

Le principal fournisseur du Gabon demeure la France (25,8% des parts), suivie de la Chine (8,4% des parts) et de la Belgique (9,2% des parts). Les importations en provenance de ces trois partenaires concernent essentiellement les produits manufacturés.

Le solde de la balance commerciale avec la France est déficitaire de 191,7 milliards de FCFA à fin septembre 2018. Les principaux produits importés de la France sont : les produits de consommation non alimentaires (76,7 milliards de FCFA), les produits alimentaires (47,5 milliards de FCFA) et des outillages, machines et les appareils mécaniques (42,5 milliards de FCFA).

Evolution des achats par pays (10 premiers)

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-septembre		Poids en 2018	Var. 18/ 17
	2017	2018			2017	2018		
	T4	T1	T2	T3				
France	91,7	74,3	79,7	84	302,8	238	25,8%	-21,4%
Belgique	37,9	27	27,4	30,8	107,1	85,2	9,2%	-20,4%
Chine	41,2	28,9	22,3	26,5	91,4	77,6	8,4%	-15,0%
Etats Unis	16,4	11,7	13,4	17,6	33,6	42,6	4,6%	27,0%
Cambodge	5,6	7,1	3,8	3,9	6,9	18,3	2,0%	166,6%
Pays Bas	10	6,9	6	5,4	20,2	18,3	2,0%	-9,2%
Thaïlande	9,3	6,8	3,1	5,7	25,1	15,5	1,7%	-38,1%
Inde	7,3	6,7	6,3	9,8	19,8	22,8	2,5%	15,2%
Togo	4,6	6	37,1	28,1	25,4	71,2	7,7%	179,9%
Brésil	5,3	6	5	5,7	13	16,7	1,8%	27,9%
Importations des 10 premiers fournisseurs	229,2	181,3	203,9	217,4	645,2	606,2	65,8%	-6,0%
Autres	220,8	74,6	114,6	129,3	266,6	315	34,2%	18,2%
Total Import	450	256	318,6	346,7	911,8	921,2	100,0%	1,0%
Poids des 10 premiers fournisseurs	50,9%	70,8%	64,0%	62,7%	70,8%	65,8%		

Source : DGDDI

• *Par continent*

Le principal fournisseur du Gabon demeure l'Europe avec 48,0% des parts. Elle est suivie de l'Asie (21,4% des parts) et de l'Afrique (20,2% des parts). Cette position de l'Asie est confortée par les livraisons de la Chine, de l'Inde et du Cambodge.

Evolution des importations par continent

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-septembre		Poids en 2018	Var. 18/17
	2017	2018			2017	2018		
	T4	T1	T2	T3				
AFRIQUE	95	30	74,5	81,6	102	186	20,2%	82,4%
dont CEMAC	8	5	17,1	32	20,6	54,1	5,9%	163,0%
AMERIQUE	31,7	23,1	38,7	32,6	64,9	94,4	10,2%	45,4%
ASIE	82,9	68,9	56,6	71,2	214,6	196,7	21,4%	-8,4%
EUROPE	239,8	133,3	148,4	160,6	529	442,3	48,0%	-16,4%
dont U.E	232,8	127	136,9	152,3	510	416,2	45,2%	-18,4%
OCEANIE	0,6	0,6	0,4	0,8	1,2	1,8	0,2%	48,4%
Total	450,0	256,0	318,6	346,7	911,8	921,2	100,0%	1,0%

Source : DGDDI

III.5. LE BUDGET DE L'ETAT

III.5.1 Les soldes budgétaires

L'exécution du budget à fin septembre 2018 s'est soldée par un excédent primaire et des déficits base engagement et base caisse.

Le solde primaire est passé de 89,5 milliards de FCFA à fin septembre 2017 à 106,5 milliards de FCFA sur la même période en 2018. Cette consolidation est imputable à la hausse des recettes budgétaires, en dépit du renforcement des dépenses primaires.

Le déficit du solde base engagement s'est amélioré de 84,3 milliards de FCFA pour s'établir à 42,7 milliards de FCFA, malgré l'accroissement des intérêts réglés.

Dans le même temps, le déficit base caisse s'est aussi contracté. Il s'est établi à 87,0 milliards de FCFA contre 162,6 milliards de FCFA sur les neuf premiers mois de l'année 2017. Cette évolution positive du déficit s'explique essentiellement par l'accumulation des arriérés aussi bien sur la dette intérieure (39,4 milliards de FCFA) que sur la dette extérieure (4,9 milliards de FCFA).

Evolution des soldes

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle			Janvier-septembre		
	2018			2017	2018	Var 18/17
	T1	T2	T3			
Recettes pétrolières	95,0	201,9	153,5	411,3	450,4	9,5%
Recettes hors pétrole	195,8	314,4	295,8	717,2	806,0	12,4%
Recettes comptes spéciaux	26,7	19,8	31,9	65,0	78,3	20,5%
Recettes totales	317,5	536,1	481,1	1 193,5	1 334,7	11,8%
Dépenses de fonctionnement	315,4	274,9	241,5	876,8	831,8	-5,1%
Dépenses d'investissement	16,0	41,6	110,6	102,4	168,1	64,2%
Autres dépenses*	85,7	80,1	62,6	197,3	228,3	15,7%
Dépenses primaires totales	417,0	396,6	414,6	1 176,5	1 228,2	4,4%
Intérêts sur la dette	26,3	89,1	33,8	144,0	149,2	3,6%
Solde primaire	-99,5	139,5	66,5	17,0	106,5	526,4%
Solde base engagement	-125,8	50,3	32,8	-127,0	-42,7	-66,4%
Variations des arriérés	25,3	-6,5	-63,0	-35,6	-44,3	24,3%
Solde base caisse	-100,5	43,8	-30,3	-162,6	-87,0	-46,5%

* Hors intérêts sur la dette

Source : DGCPT

III.5.2 Les recettes budgétaires

A fin septembre 2018, les recettes budgétaires ont été collectées à hauteur de 1 334,7 milliards de FCFA contre 1 193,5 milliards sur la même période en 2017, soit une amélioration de 11,8%. Cette évolution est attribuable à la hausse des recettes pétrolières, des recettes non pétrolières et des recettes des comptes spéciaux.

III.5.2.1 Les recettes pétrolières

Sur la période, 450,4 milliards de FCFA de recettes pétrolières ont été collectées, soit un taux de réalisation de 64,5% par rapport à la loi de finances rectificative. Comparativement aux neuf premiers mois de l'année précédente, les recettes pétrolières ont augmenté de 9,5%. Cette hausse est essentiellement liée à l'accroissement des cours du baril du pétrole sur les marchés internationaux, dans un contexte caractérisé par le repli de la production pétrolière et de la dépréciation du taux de change dollar/FCFA.

Evolution des recettes pétrolières

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle			Janvier-septembre		
	2018			2017	2018	Var 18/17
	T1	T2	T3			
Impôts sur les sociétés	0,0	74,1	1,8	21,0	75,9	261,3%
Redevance Minière Proportionnelle	58,4	68,3	52,6	171,8	179,2	4,3%
Autres	17,2	34,0	79,9	169,8	131,2	-22,8%
Transferts SOGARA	19,4	25,5	19,2	48,7	64,1	31,6%
Total des recettes pétrolières	95,0	201,9	153,5	411,3	450,4	9,5%

Source : DGCPT

III.5.2.2 Les recettes hors pétrole

Arrêtées à 1 237,0 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2018, les recettes hors pétrole ont été recouvrées à hauteur de 806 milliards de FCFA à fin septembre 2018, soit un taux d'exécution de 65,2%. Sur la période, les recettes collectées (hors comptes spéciaux) sont en hausse de 12,4%, comparativement au niveau atteint à la même période en 2017. La progression des recettes hors pétrole s'explique essentiellement par la consolidation des recettes issues des droits de douanes (+4%), des impôts directs (+10,4%) et des autres recettes hors pétrole (+65,2%).

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle			Janvier-septembre		
	2018			2017	2018	Var 18/17
	T1	T2	T3			
Droits de douanes	47,4	73,8	68,6	182,5	189,8	4,0%
Taxes sur les biens et services	43,6	31,3	49,8	166,9	124,7	-25,3%
<i>dont TVA</i>	26,7	18,2	38,2	122,7	83,1	-32,3%
Impôts directs	62,0	134,0	37,9	211,8	233,8	10,4%
Autres recettes	42,8	75,3	139,6	156,0	257,7	65,2%
Total de recettes hors pétrole	195,8	314,4	295,8	717,2	806,0	12,4%

Source : DGCPT

III.5.3 Les dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires cumulées ont enregistré un accroissement de 4,3% pour s'établir à 1 377,4 milliards de FCFA, représentant un taux d'exécution de 59,8% par rapport à la LFR 2018. Les dépenses primaires (hors paiement des intérêts de la dette publique) ont été exécutées à hauteur de 1 228,2 milliards de FCFA, soit une hausse de 4,4% par rapport à la même période en 2017. Les dépenses primaires sont constituées des dépenses de fonctionnement, des dépenses d'investissement et des autres dépenses n'intégrant pas le paiement des intérêts de la dette publique.

III.5.3.1 Les dépenses de fonctionnement

Budgétisées à 1 091,9 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2018, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 831,8 milliards de FCFA à fin septembre 2018, soit un taux de réalisation de 76,2%. Comparativement à la même période en 2017, elles ont baissé de 5,1% suite à la contraction des dépenses de personnel et des transferts et subventions, nonobstant l'accroissement des dépenses en biens.

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de 529,2 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 65,4% de la dotation de la loi de finances rectificative. Comparativement aux neuf premiers mois de l'année 2017, elles ont baissé de 5,3%, du fait de la diminution conjointe des autres dépenses de personnel (-15,8 milliards de FCFA), de la rémunération des agents de main d'œuvre non permanente (-9,2 milliards de FCFA) et de la solde permanente (-4,4 milliards de FCFA).

Sur une dotation de 180,9 milliards de FCFA, les dépenses en biens et services se sont établies à 130,8 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 68,1%. Elles se sont renforcées de 6,9% comparativement à 2017. Cette évolution résulte de l'accroissement des dépenses liées aux autres biens et services (+7,8%) et des dépenses téléphoniques (+5,9%).

Les dépenses réalisées au titre des transferts et interventions ont été exécutées à hauteur de 171,8 milliards de FCFA, soit 55,4% des prévisions. Elles ont diminué de 12,3% à fin septembre 2018 comparativement à la même période en 2017. Cette baisse s'explique par la contraction des prix du soutien des prix des carburants (-29,2%), de la diminution des fonds de sécurité et de souveraineté (-1,8%) et de l'absence des subventions, nonobstant le renforcement des autres transferts et interventions (+25,4%).

III.5.3.2 Les dépenses d'investissement

Du fait de l'accroissement de la mobilisation des financements sur ressources extérieures, les dépenses d'investissement ont progressé de 64,2% au terme des neuf premiers mois de l'année pour s'établir à 168,1 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 23,6% sur les ressources propres et 102,3% sur les financements extérieurs.

III.5.3.3 Les autres dépenses

Les autres dépenses ont été exécutées à 228,3 milliards de FCFA au terme des neuf premiers de l'année. Elles ont augmenté de 15,7% comparativement à la même période en 2017. Cet accroissement provient des dépenses liées aux « prêts nets y compris prise de participations » (+51,1%) et celles des comptes spéciaux (+21,8%), nonobstant le repli des dépenses liées à l'entretien du réseau routier (-83,2%), du FNDS (-48,0%) et de la CNAMGS (-35,0%) sur la période.

Evolution des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle			Janvier-septembre		
	2018			2017	2018	Var 18/17
	T1	T2	T3			
Fonctionnement	315,4	274,9	241,5	876,8	831,8	-5,1%
Salaires et traitements	199,7	166,3	163,2	558,6	529,2	-5,3%
Biens et services	51,9	50,5	28,4	122,3	130,8	6,9%
Transferts et subventions	63,8	58,1	49,8	195,9	171,8	-12,3%
Investissements	16,0	41,6	110,6	102,4	168,1	64,2%
Ressources propres	4,8	30,8	21,4	57,4	57,0	-0,7%
Finex	11,1	10,8	89,1	44,9	111,1	147,4%
Autres dépenses	85,7	80,1	62,6	197,3	228,3	15,7%
Prêts nets y c prise de participation	37,7	39,7	12,5	59,5	89,9	51,1%
FER	0,5	1,3	0,3	12,3	2,1	-83,2%
CNAMGS	4,2	2,5	3,9	16,3	10,6	-35,0%
FNDS	2,0	1,4	2,1	10,5	5,5	-48,0%
Comptes spéciaux	41,2	35,2	43,9	98,8	120,3	21,8%
Total dépenses primaires	417,0	396,6	414,6	1 176,5	1 228,2	4,4%
Intérêts sur la dette	26,3	89,1	33,8	144,0	149,2	3,6%
Total dépenses	443,3	485,7	448,4	1 320,5	1 377,4	4,3%

Source : DGCP

III.6. LA DETTE PUBLIQUE

Cette analyse de la dette publique s'articule principalement autour de trois (3) axes : le règlement, les tirages et le stock de la dette. Au terme des neuf (9) premiers mois de l'année 2018, la situation de la dette publique s'est caractérisée par une hausse des règlements, un accroissement du stock de la dette et une baisse des décaissements.

III.6.1 Le règlement de la dette

A fin septembre 2018, l'Etat Gabonais a continué à honorer ses engagements. Le règlement cumulé de la dette publique s'est établi à 414,3 milliards de FCFA. Par rapport à la même période en 2017, le volume des règlements est en hausse de 43,5% suite à l'accroissement des paiements de la dette extérieure et intérieure.

Evolution du règlement de la dette publique

(En milliards de FCFA)	2018			Janvier- septembre			Var 18/17
				Cumul		Poids	
	T1	T2	T3	2017	2018	2018	
Dette extérieure	15,6	87,7	102,7	125,0	205,9	49,7%	64,8%
Multilatérale	9,1	11,2	23,5	28,2	43,8	10,6%	55,5%
Bilatérale	6,1	22,5	27,7	10,0	56,2	13,6%	
Commerciale	0,4	13,6	51,5	44,4	65,5	15,8%	47,5%
Marché financier International		40,4		42,4	40,4	9,7%	-4,8%
Dette intérieure	33,6	103,7	70,9	163,7	208,3	50,3%	27,3%
Bancaire	21,8	18,0	17,6	52,4	57,4	13,9%	9,6%
Moratoires	6,3	29,9	26,9	40,7	63,2	15,2%	55,2%
Divers			0,2	7,2	0,2	0,0%	-97,5%
Marché financier Régional	5,5	55,8	26,2	63,4	87,6	21,1%	38,1%
Total	49,2	191,4	173,6	288,7	414,3	100,0%	43,5%

Source : Direction Générale de le Dette

Le règlement de la dette extérieure s'élève à 205,9 milliards de FCFA à fin septembre 2018, soit une hausse de 64,8% par rapport à la même période en 2017. Ce règlement a porté à la fois sur la dette bilatérale, multilatérale et commerciale et le marché financier. Il intègre le paiement d'arriérés à hauteur de 57,7 milliards de FCFA, dont 56,9 milliards au profit des créanciers commerciaux et 811 millions de FCFA pour les bilatéraux.

Le paiement de la dette intérieure à fin septembre s'est élevé à 208,3 milliards de FCFA, soit une progression de 27,3% par rapport à la même période en 2017. Cette évolution est consécutive à l'accroissement du règlement sur l'ensemble des composantes à l'exception du poste divers. Le paiement de la dette intérieure a concerné, essentiellement, le règlement de la dette envers le moratoire, le marché financier régional et le secteur bancaire (respectivement 15,2%, 21,1% et 13,9% du montant global).

III.6.2 L'évolution des tirages sur financements

De janvier à septembre 2018, l'Etat gabonais a bénéficié des décaissements sur emprunts extérieurs et intérieurs. Le montant total des décaissements s'est établi à 274 milliards de FCFA au neuvième mois 2018. Ce montant est en baisse 22,7% en septembre 2018 par rapport au niveau atteint à la même période une année plus tôt. Cette diminution résulte du repli des tirages sur financements extérieurs notamment auprès des partenaires commerciaux et multilatéraux.

Ces tirages ont essentiellement été effectués auprès des bailleurs de fonds bilatéraux (42,2% de l'enveloppe globale) multilatéraux (27,1% du montant total), commerciaux (1%) et du marché financier régional (29,7% du montant global).

Les tirages auprès des bailleurs de fonds extérieurs ont représenté 70,3% de l'enveloppe globale. Ils proviennent de l'Eximbank of China, la Banque Mondiale (BIRD), l'Agence de Développement Française (AFD) et la Société Générale.

Evolution des tirages sur financements

(En milliards de FCFA)	2018			Janvier -septembre		Var 17/18	
				Cumul			Poids
	T1	T2	T3	2017	2018	2018	
Extérieure	11,1	10,8	170,7	346,6	192,6	70,3%	-44,4%
Multilatéraux	6,2	9,4	58,7	211,6	74,2	27,1%	-64,9%
Bilatéraux	2,3	1,4	112,0	2,6	115,7	42,2%	
Commerciaux	2,66			19,9	2,7	1,0%	
Marché financier international				112,5	0,0		
Intérieure	7,5	31,5	42,4	8,0	81,4	29,7%	917,5%
Marché financier régional	7,5	31,5	42,4	8,0	81,4	29,7%	
Total	18,6	42,3	213,1	354,6	274,0	100,0%	-22,7%

Source : Direction Générale de la Dette

III.6.3 Le stock de la dette publique

Au cours des neufs (9) premiers mois de l'année 2018, l'encours de la dette publique du Gabon a augmenté de 19,8% à 4 976,9 milliards de FCFA. La hausse du stock de la dette publique est imputable essentiellement à l'accroissement de l'encours de la dette intérieure (+59,9%) et de la dette extérieure (+7,8%).

La hausse de la dette intérieure provient principalement du renforcement de la dette bancaire, de celle du marché financier régionaux et du moratoire.

L'augmentation de la dette extérieure (+7,8%) est due au renforcement des engagements auprès des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux, en dépit du repli de ceux auprès des autres créanciers notamment les commerciaux et le marché financier international.

Ainsi, à fin septembre 2018, la structure du portefeuille de la dette publique est composée de 69,2% de la dette extérieure et de 30,8% de la dette intérieure contre 76,9% de la dette extérieure et 23,1% de la dette intérieure à la même période en 2017.

Evolution du stock de la dette publique

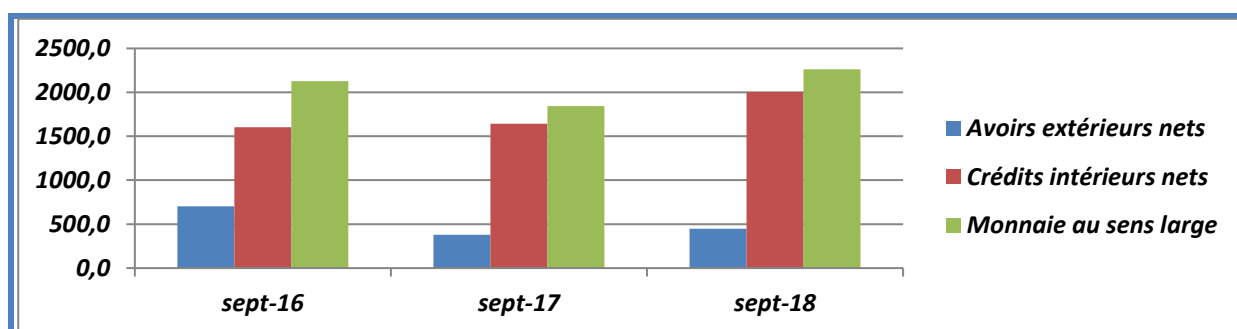
(En milliards de FCFA)	Janvier-septembre			Var 17/18
	Cumul		Poids	
	2017	2018	2018	
Dette extérieure	3195,8	3445,9	69,2%	7,8%
Multilatérale	543,1	965,5	19,4%	77,8%
Bilatérale	685,9	776,5	15,6%	13,2%
Commerciale	644,2	469,5	9,4%	-27,1%
Marché financier International	1322,6	1234,4	24,8%	-6,7%
Dette intérieure	957,4	1531,0	30,8%	59,9%
Bancaire	366,8	792,1	15,9%	115,9%
Moratoires	320,0	361,9	7,3%	13,1%
Divers	15,4	11,5	0,2%	-25,3%
Marché financier Régional	255,2	365,6	7,3%	43,2%
Total	4153,2	4976,9	100,0%	19,8%

Source : Direction Générale de la Dette

III.7 SITUATION MONETAIRE

A fin septembre 2018, la situation monétaire large est caractérisée par une hausse de la masse monétaire (+22,6%), des avoirs extérieurs nets (+17,9%) et du crédit intérieur net (+21,9%).

Situation monétaire résumée (en milliards de FCFA)



III.7.1. Les Principaux Agrégats Monétaires

III.7.1.1-La masse monétaire (M2)

Au troisième trimestre 2018, la masse monétaire progresse de 22,6% à 2 260,6 milliards de FCFA, sous l'effet de la hausse conjointe des avoirs extérieurs nets (+17,9%) et du crédit intérieur net (+21,9%).

L'analyse de ses composantes illustre une hausse concomitante des dépôts collectés (+23,5% à 1 895,8 milliards de FCFA) et de la circulation fiduciaire (+18,1% à 364,8 milliards de FCFA).

La quasi-monnaie augmente 16,2% à 748,4 milliards de FCFA à fin septembre 2018, traduisant une reconstitution de l'épargne des agents économiques, notamment les entreprises du secteur privé.

III.7.1.2- Les ressources extra-monétaires

Elles s'accroissent de 6,4% à 190,8 milliards de FCFA au troisième trimestre 2018, suite à la l'amélioration des fonds propres de 1% à 402,2 milliards de FCFA.

III.7.2.Les Contreparties De La Masse Monétaire

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires se consolident de 21,2% à 451,4 milliards de FCFA, consécutivement au renforcement des avoirs extérieurs nets (+17,9%) et du crédit intérieur (+21,9%).

III.7.2.1-Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets s'apprécient de 17,9% à 448,8 milliards de FCFA au troisième trimestre 2018, en lien avec la forte hausse des avoirs extérieurs nets des banques primaires (225,9 milliards de FCFA en septembre 2018 contre 114 milliards de FCFA un an plus tôt).

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets (en milliards de FCFA)

<i>En milliards de FCFA</i>	2018			Troisième trimestre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Avoirs extérieurs nets	369,2	487,2	448,8	380,5	448,8	18,0%
Banque centrale	231,8	215,9	222,9	266,5	222,9	-16,4%
Banques primaires	137,4	271,3	225,9	114	225,9	-

Source : Beac

Dans le même temps, la situation du compte d'opérations s'améliore de 40,8% à 410,1 milliards de FCFA, traduisant une forte reconstitution des réserves. Ainsi, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs gagne 6,16 points pour s'établir à 60,04% au troisième trimestre 2018 par rapport à la même période en 2017. On note également une amélioration de ce taux de couverture sur les trois trimestres de l'année 2018.

Evolution des réserves et du Taux de couverture extérieure de la monnaie

En milliards de FCFA	2018			Troisième trimestre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Compte d'opérations	321,7	325,3	410,1	291,3	410,1	40,8%
Taux de couverture extérieure de la monnaie	55,19%	56,45%	60,04%	53,88%	60,04%	+ 6,16 pts

Source : Beac

III.7.2.2- Le crédit intérieur

Le crédit intérieur enregistre un raffermissement de 21,9% à 2 002,6 milliards de FCFA au troisième trimestre 2018, suite à la hausse simultanée des créances nettes sur l'Etat et des crédits à l'économie.

Evolution du crédit intérieur (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2018			Troisième trimestre		
	T1	T2	T3	2017	2018	Var 18/17
Crédits intérieurs nets	1804,8	1907,7	2002,6	1642,9	2002,6	21,9%
Créances nettes sur l'Etat	777,9	818,3	870,5	553,2	870,5	57,4%
Créances sur l'économie	1026,9	1089,4	1132,1	1089,7	1132,1	3,9%

Source : Beac

- **Les créances sur l'économie**

Elles se confortent de 3,9% à 1 132,1 milliards de FCFA à fin septembre 2018, en rapport avec l'accélération des crédits accordés au secteur privé non financier, représentant 97,5% de l'encours des crédits.

- **Les créances nettes sur l'Etat**

Au troisième trimestre 2018, la situation nette débitrice de l'Etat s'établit à 870,5 milliards contre 553,2 milliards de FCFA un an auparavant. Cette évolution traduit une augmentation de la dette de l'Etat envers le système bancaire. Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) se dégrade pour atteindre 913,9 milliards en septembre 2018 contre 634,9 milliards de FCFA l'année précédente.

III.8 LA POLITIQUE MONETAIRE

En glissement annuel, la politique monétaire de la Beac a reposé sur la reconduction du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), des autres taux directeurs, du taux de rémunération des réserves obligatoires et la mise en place d'un corridor autour du TIAO.

III.8.1- La Politique Des Taux D'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 25 juillet 2018 a décidé de laisser inchangés le TIAO et les principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	2,95%
Taux Créditeur Minimum (TCM)	2,45%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%
Taux de pénalité aux banques	7%

Par ailleurs, un corridor autour du TIAO a été mis en place en vue du pilotage du taux interbancaire moyen pondéré (TIMP) des opérations à 7 jours.

Ainsi, deux facilités marginales de prêt et de dépôts ont été créées pour remplacer respectivement le Taux d'Intérêt de Prise de Pension (TIPP) et le Taux d'Intérêt sur Placement (TISP) à 7 jours. Ces taux sont fixés comme suit :

Facilité marginale de prêt	4,70%
Facilité de dépôts	0%

Enfin, les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) et les Dépôts à Vue (DAV) ont été reconduits ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	11,75%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	9,25%

CONCLUSION

L'évolution des différents secteurs de l'économie gabonaise sur les neuf premiers mois de 2018 montre une certaine amélioration des performances liée principalement à la bonne tenue de la demande extérieure qui profite aux secteurs exportateurs.

En effet, grâce à la bonne tenue des cours des matières premières et à la robustesse de la demande sur le marché international, les activités tournées vers l'exportation ont enregistré comme au premier semestre de fortes progressions, en dehors de l'hévéa, plombé par le vieillissement des champs de SIAT Gabon. Même le pétrole, malgré la baisse du volume des exportations, enregistre une forte augmentation des recettes d'exportation grâce à l'effet prix.

Les autres activités, comme les BTP, le commerce et les services, plus ou moins liées à la commande publique, ont continué de souffrir de la faiblesse du taux d'exécution du budget de l'Etat, malgré l'accélération des tirages sur le financement extérieur. On note néanmoins, malgré la baisse en glissement annuel sur les neuf premiers mois, des améliorations au troisième trimestre par rapport aux deux premiers.

Des décisions urgentes s'imposent concernant la résolution des difficultés rencontrées par certains opérateurs installés dans la Zone Economique à Régime Privilégié de Nkok, notamment ceux exerçant dans des filières autres que le bois scié, qui font face à de réels problèmes de compétitivité aussi bien sur le marché national que à l'exportation.

De même, des solutions urgentes doivent être apportées aux insuffisances d'ordre logistique rencontrées dans la chaîne portuaire, de manière à fluidifier l'évacuation de produits comme le bois débité dont certains opérateurs ont connu des difficultés au cours du trimestre.

Concernant l'inflation, le rythme de progression des prix à la consommation reste préoccupant et nécessite à la fois un contrôle plus renforcé des prix pratiqués, et des mesures concrètes d'encouragement de l'offre dans des domaines comme l'habitat social, la pêche ou le transport urbain.

En perspective, l'activité économique mondiale devrait demeurer stable et relativement robuste au cours de l'année 2018. Cette tendance pourrait être atténuée par le recul de la production industrielle de plusieurs pays avancés, en raison notamment de la remontée des prix des matières premières, et du durcissement progressif des conditions financières dans les pays émergents et en développement.

Il convient en outre de relever que l'exacerbation des tensions commerciales entre les Etats-Unis et ses principaux partenaires commerciaux (Chine, Union Européenne, notamment) a pour conséquence, de freiner la demande extérieure mondiale, de reporter l'investissement et de créer un climat d'incertitude qui pourrait à terme affecter de manière plus sensible l'économie mondiale.

ANNEXE

Trimestre	juil-17	août-17	sept-17	juil-18	août-18	sept-18
Avoirs extérieurs nets	311,7	407,9	380,5	498,2	444,6	448,8
Banque centrale	202,0	279,6	266,5	261,5	257,5	222,9
Banques commerciales	109,7	128,3	114,0	236,7	187,1	225,9
Crédits intérieurs nets	1721,1	1629,9	1642,9	1856,8	1950,4	2002,6
Créances nettes sur l'Etat	610,2	517,5	553,2	772,5	842,1	870,5
<i>dont Position Nette du Gouvernement (PNG)</i>	695,0	603,5	634,9	829,3	891,9	913,9
<i>dont Créances nettes sur les organismes publics</i>	-84,8	-86,0	-81,7	-56,8	-49,8	-43,4
Créances sur le reste de l'économie	1110,9	1112,4	1089,7	1084,3	1108,3	1132,1
Ressources = Contreparties	2032,8	2037,8	2023,4	2355,0	2395,0	2451,4
Monnaie au sens large	1861,8	1849,1	1844,1	2215,5	2219,1	2260,6
Circulation fiduciaire	320,8	321,8	308,9	341,3	346,8	364,8
Dépôts	1541,0	1527,3	1535,2	1874,2	1872,3	1895,8
<i>dont Quasi monnaie</i>	644,4	649,5	644,3	705,8	737,6	748,4
Ressources extra-monétaires	171,0	188,7	179,3	139,5	175,9	190,8
Avoirs extérieurs nets	-39,7%	-40,7%	-43,6%	59,8%	9,0%	17,9%
Crédits intérieurs nets	47,3%	52,2%	33,8%	7,9%	19,7%	21,9%
Créances nettes sur l'Etat	-	-	-	26,6%	62,7%	57,4%
Créances sur le reste de l'économie	-1,2%	-3,5%	-7,3%	-2,4%	-0,4%	3,9%
Ressources = Contreparties	-1,8%	0,3%	-5,7%	15,8%	17,5%	21,2%
Masse monétaire	-1,1%	-0,4%	-3,2%	19,0%	20,0%	22,6%
Circulation fiduciaire	-4,1%	13,7%	10,8%	6,4%	7,8%	18,1%
Dépôts	-0,5%	-3,1%	-5,8%	21,6%	22,6%	23,5%

Source : Beac

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. OTO'O NGOUA Lambert

Directeur Adjoint

M. LEMAMI Ferdin

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. OBAME NANG Didier

M. IKAPI Eric

Chargés d'Etudes

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. MOUPEPE Yves

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

M. ABOUROU EYA Lucien

M. ODOUMA Larick

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE

Mme. Julie Sandrine NTSAME

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA ép. LOUEMBET
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA ép. NDOUNOU
Mme. ElzyYolène BOUYOU
Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU
Mme. Ariane MOUANANDA BABONGUI
M. Martial MBA BISSIGHE
M. GildasRomaric MATANGOYE
M. Raphael MBA N'NANG
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Ike APOUBA LOUSSOU
M. EulogeBernadin LENGOUNGA
M. Brice YOUOMO
M. Noel MAGANGA
M. Georges Freddy MOUNANGA
M. Patrick Patrici NZUE EDOU

DIRECTION DES SYNTHESSES ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Kevin BOUNGOUNGOU
M. Pierre Dieudonné THATY

Chargés d'Etudes

Mme Milène OMBAGAMBOUGA ép. N'GANGA
Mme. Marie Irène IBOMBO
Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA
M. Félicien Farlane NGANI

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI
M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI
M. Aymard NGOUA ONA

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Guy de Luxe BONGO BOETOU MBA
M. Jean de Dieu MOUSSODOU
M. OBANDJI Guy Ulrich
M. Florent MANEMBE